



Études économiques de l'OCDE AUTRICHE

JUILLET 2017 (VERSION ABRÉGÉE)



Études économiques de l'OCDE : Autriche 2017 (version abrégée)

Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Merci de citer cet ouvrage comme suit :

OCDE (2019), *Études économiques de l'OCDE : Autriche 2017 (version abrégée)*, Éditions OCDE, Paris, <https://doi.org/10.1787/6848d836-fr>.

ISBN 978-92-64-87924-9 (pdf)

Études économiques de l'OCDE
ISSN 0304-3363 (imprimé)
ISSN 1684-3428 (en ligne)

Études économiques de l'OCDE : Autriche
ISSN 1995-3135 (imprimé)
ISSN 1999-0197 (en ligne)

Les données statistiques concernant Israël sont fournies par et sous la responsabilité des autorités israéliennes compétentes. L'utilisation de ces données par l'OCDE est sans préjudice du statut des hauteurs du Golan, de Jérusalem-Est et des colonies de peuplement israéliennes en Cisjordanie aux termes du droit international.

Crédits photo : Couverture © iStockphoto.com/Arpad Benedek.

Les corrigenda des publications de l'OCDE sont disponibles sur : www.oecd.org/about/publishing/corrigenda.htm.

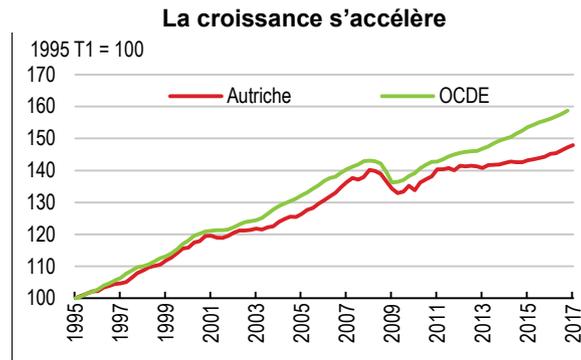
© OCDE 2019

La copie, le téléchargement ou l'impression du contenu OCDE pour une utilisation personnelle sont autorisés. Il est possible d'inclure des extraits de publications, de bases de données et de produits multimédia de l'OCDE dans des documents, présentations, blogs, sites internet et matériel pédagogique, sous réserve de faire mention de la source et du copyright. Toute demande en vue d'un usage public ou commercial ou concernant les droits de traduction devra être adressée à rights@oecd.org. Toute demande d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales devra être soumise au Copyright Clearance Center (CCC), info@copyright.com, ou au Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC), contact@cfcopies.com.

Résumé

- *Principales conclusions*
- *Principales recommandations*

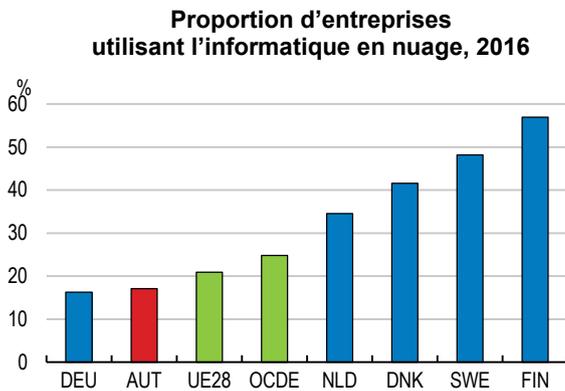
La croissance est repartie mais il faudrait renforcer les fondamentaux économiques



Source : OCDE, Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 101.

L'Autriche est une économie stable et prospère et la croissance est repartie après la réforme fiscale de 2016 et le redressement de la demande extérieure. Comme dans la plupart des pays de l'OCDE, la croissance tendancielle de la production est en repli depuis les années 1990. L'offre de main-d'œuvre s'est accrue, sous l'effet de l'activité croissante des femmes et des plus âgés et d'une immigration en hausse, mais le nombre d'heures travaillées par actif a diminué. La productivité a marqué le pas et l'Autriche a perdu des parts de marché au sein des chaînes de valeur régionales. L'investissement a récemment augmenté et pourtant, les taux de rotation et de création d'entreprises et le renouvellement des modèles économiques y sont plus faibles que dans les pays comparables. Réactiver la dynamique des entreprises permettrait de rehausser la compétitivité et la demande de main-d'œuvre et de renforcer la croissance et la cohésion sociale.

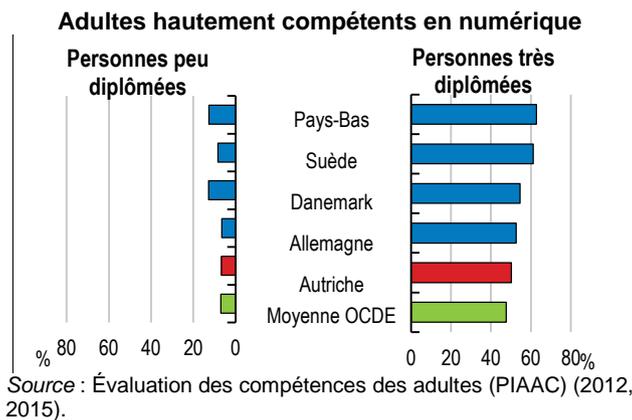
La transition de l'Autriche vers le numérique est plus lente



Source : Eurostat ; OCDE, Perspectives de l'économie numérique de l'OCDE 2017 (à paraître).

Le secteur des entreprises s'adapte à la révolution numérique mondiale, mais à un rythme plus lent que dans les pays les plus avancés, notamment dans les petites entreprises. De même, l'adoption par les ménages des applications des technologies de l'information et de la communication (TIC) est inégale : si les jeunes et les personnes très diplômées s'alignent rapidement sur les tendances mondiales, il semble que les générations plus âgées et les moins diplômés, ainsi que les immigrants, peinent à suivre le rythme. Encourager une large diffusion des technologies de pointe et des innovations numériques aiderait à renouveler les modèles économiques, les pratiques de travail et les styles de vie dans tout le pays, et à gagner en productivité, en bien-être et en cohésion sociale.

L'évolution des besoins en compétences a une incidence sur l'égalité des chances



Source : Évaluation des compétences des adultes (PIAAC) (2012, 2015).

La transformation numérique réinvente les processus de production et modifie les relations entre travail et loisirs, capital et travail, qualifiés et non-qualifiés, prospères et moins prospères. La préservation de la cohésion sociale nécessite une action d'ensemble des pouvoirs publics pour garantir l'égalité des chances face aux mutations technologiques et une redistribution appropriée des avantages du numérique. En plus de transmettre les compétences habituelles, l'école doit former au numérique. Les travailleurs sortis du système scolaire devront rattraper le niveau grâce à des possibilités de formation tout au long de la vie. Il convient de renforcer la coordination entre les divers acteurs de l'éducation pour que les filières de formation soient mieux adaptées aux besoins changeants du marché du travail.

PRINCIPALES CONCLUSIONS	PRINCIPALES RECOMMANDATIONS
Capitaliser sur le redressement de la conjoncture	
<p>Les soldes budgétaires et le ratio de la dette publique sur le PIB se sont améliorés, mais le coût prévisible du vieillissement de la population demeure très élevé.</p>	<p>Prendre des mesures pour faire en sorte que le ratio d'endettement diminue conformément aux objectifs. En particulier, augmenter rapidement l'âge effectif de départ à la retraite</p>
<p>Il existe des zones d'inefficience dans la fourniture des services d'éducation et de santé. Les compétences de financement et de gestion sont trop disséminées dans les différents niveaux de l'administration.</p>	<p>Procéder à une révision en profondeur des dépenses afférentes à l'éducation, à la santé et à l'administration. Rapprocher les compétences de collecte d'impôts et de dépenses dans les différents niveaux de l'administration.</p>
<p>Les bilans des banques ont été apurés mais leurs coûts d'exploitation demeurent élevés, alors que leur marge bénéficiaire et leurs ratios de fonds propres sont faibles.</p>	<p>Promouvoir la numérisation, la restructuration et la réduction des coûts dans le secteur bancaire. Assurer une supervision stricte de toutes les banques, quelle que soit leur taille.</p>
Stimuler la croissance potentielle	
<p>Les jeunes et les petites entreprises s'en remettent trop aux prêts bancaires pour leur financement externe.</p>	<p>Continuer de soutenir l'investissement en capital-risque et réduire la fiscalité et les autres contre-incitations à la prise de participation.</p>
<p>Les procédures de faillite peuvent décourager la prise de risque et la création d'entreprise.</p>	<p>Revoir ces procédures et procéder à une analyse comparative avec les pratiques internationales exemplaires en la matière.</p>
<p>Le commerce de détail et les services professionnels relèvent d'une réglementation pléthorique et les obstacles à l'entrée y sont élevés.</p>	<p>Simplifier les procédures d'autorisation des commerces de détail et réduire le nombre de droits exclusifs dans les services professionnels.</p>
<p>L'utilisation de la main-d'œuvre reste faible. Le taux d'emploi s'est amélioré, en raison pour l'essentiel de la progression du travail à temps partiel et de la baisse du nombre d'heures travaillées par salarié.</p>	<p>Réduire autant que possible les effets de distorsion liés à la fiscalité, qui freinent le passage de l'emploi à temps partiel vers un emploi à temps plein, subventionnent les heures supplémentaires et pénalisent la demande de main-d'œuvre peu qualifiée.</p>
<p>Il demeure difficile de concilier travail et éducation des enfants.</p>	<p>Définir un droit légal en faveur d'une journée scolaire et de services de garde à temps complet ; poursuivre le développement des capacités d'accueil correspondantes dans tout le pays.</p>
Favoriser une transition plus rapide vers la société du numérique	
<p>Une « Feuille de route numérique » 2017 permet d'intégrer systématiquement les efforts visant à promouvoir la généralisation du numérique et à répondre aux problèmes d'ajustement posés par cette évolution.</p>	<p>Mettre en place un système de suivi transparent pour la mise en œuvre de la Feuille de route numérique, en fixant notamment un calendrier et des objectifs quantitatifs.</p>
<p>Les entreprises autrichiennes, en particulier les PME, sont relativement lentes lorsqu'il s'agit d'adopter les innovations en matière de TIC. Les écarts par rapport à la frontière mondiale se sont élargis.</p>	<p>Intégrer à la Feuille de route un Plan pour les compétences numériques, y compris pour les propriétaires et dirigeants de petites entreprises. Fixer des objectifs pour l'acquisition de compétences génériques, spécialisées et complémentaires dans le domaine des TIC.</p>
<p>Le haut débit est moins utilisé par les entreprises et les ménages que dans des pays comparables.</p>	<p>Faciliter les entrées et favoriser la concurrence dans les services haut débit dans le cadre du Plan haut débit 2020.</p>
<p>Le développement du numérique s'accompagne de risques de fermetures, de collusions et de monopoles dans plusieurs branches de marché.</p>	<p>Faire en sorte que la politique de la concurrence apporte une réponse aux nouvelles menaces pour la concurrence sur les marchés numériques, notamment en s'appuyant sur la coopération internationale.</p>
<p>La confiance dans les applications numériques est indispensable pour réduire les coûts de transaction et faciliter l'adoption des innovations numériques ; elle suppose de s'attaquer aux problèmes cruciaux ayant trait à la confidentialité des données, à la protection des consommateurs et à la sécurité.</p>	<p>Favoriser des mesures plus efficaces pour la protection des données, la cybersécurité et la protection des consommateurs. Sensibiliser davantage le public au fait que la responsabilité de la gestion des risques incombe en partie aux entreprises et aux consommateurs eux-mêmes.</p>

Veiller à l'inclusivité des marchés du travail à l'ère du numérique

<p>De nouvelles formes de travail brouillent les lignes entre le travail salarié et le travail indépendant. Avec les plateformes, les travailleurs exercent souvent leur activité en dehors du champ de la protection juridique et social traditionnelle.</p>	<p>Adapter le droit du travail et les institutions sociales pour améliorer la représentation et la protection des travailleurs exerçant sur des plateformes, en s'appuyant sur des consultations permanentes avec les partenaires sociaux. Garantir aux travailleurs sur plateforme la transférabilité des évaluations.</p>
<p>Les Autrichiens âgés de 15 ans accusent un retard en matière de compétences numériques, en partie à cause de pratiques d'enseignement dépassées.</p>	<p>Poursuivre la modernisation des méthodes et des programmes d'enseignements liés aux TIC dans les écoles.</p>
<p>Les attentes des employeurs concernant les compétences numériques évoluent constamment.</p>	<p>Veiller à ce que l'éducation et la formation professionnelles et l'enseignement supérieur s'adaptent aux besoins émergents du marché du travail, en utilisant des initiatives d'innovation décentralisée et en travaillant en coopération avec des professionnels.</p>
<p>L'offre de places d'apprentissage est inférieure à la demande dans les métiers les plus affectés par l'avènement du numérique.</p>	<p>Renforcer les dispositifs qui incitent les entreprises à proposer des postes d'apprentissage, en particulier dans les métiers concernés par la transition numérique.</p>
<p>Les personnes âgées et les personnes peu qualifiées ne maîtrisent pas les compétences numériques de base.</p>	<p>Continuer à développer des programmes d'apprentissage tout au long de la vie qui mettent l'accent sur les compétences numériques.</p>

Évaluation et recommandations

- *La croissance se redresse et le développement du numérique est source de nouveaux défis et possibilités*
- *La croissance se redresse*
- *Une politique macroéconomique de soutien a été appliquée*
- *Améliorer la croissance à moyen terme*
- *Tirer parti des possibilités du numérique et en maîtriser les enjeux*
- *Les défis de la croissance verte*

ÉVALUATION ET RECOMMANDATIONS

La croissance se redresse et le développement du numérique est source de nouveaux défis et possibilités

Après plusieurs années de croissance en demi-teinte, les résultats économiques se sont accélérés en 2016, sous l'effet d'une réforme fiscale qui est entrée en vigueur en 2015-16, et plus récemment d'un redressement des échanges internationaux. La reprise s'est traduite par une amélioration des soldes budgétaires et le ratio de la dette publique a rejoint une trajectoire descendante. L'embellie de la situation macroéconomique a provoqué un regain de confiance des entreprises et des ménages et les perspectives à court terme sont favorables.

Toutefois, comme dans la plupart des pays de l'OCDE, la croissance potentielle s'est affaiblie depuis les années 90 en raison du ralentissement de la formation de capital, du nombre d'heures travaillées par personne et de la productivité totale des facteurs. Dans un premier temps, l'Autriche a bénéficié de la création rapide de nouvelles chaînes de valeur régionales en Europe centrale et orientale. Depuis lors, elle a néanmoins eu tendance à céder du terrain dans ce domaine. Actuellement, les dirigeants ont pour objectif de tirer parti de la révolution numérique mondiale pour permettre de renouveler les modèles économiques, de relancer la productivité, d'accélérer l'innovation et de stimuler la compétitivité.

L'Autriche reste un pays riche et stable, dont les citoyens profitent d'une qualité de vie élevée (graphique 1, parties A et B). Le PIB par habitant et le taux d'emploi sont supérieurs à la moyenne de l'OCDE. Le risque de chômage de longue durée est faible, tout comme l'insécurité sur le marché du travail. Même si les emplois, pour les femmes en particulier, sont en grande partie à temps partiel, les très bons résultats d'ensemble sur le front de l'emploi permettent à l'Autriche de figurer encore plus haut dans les classements internationaux en matière d'emploi et de salaires, de revenu et de satisfaction subjective à l'égard de l'existence. Toutefois, le pays reste à la traîne d'autres petits pays européens à revenu élevé (dénommés ci-après « pays comparables ») s'agissant de l'équilibre vie professionnelle-vie privée, de la santé et des conditions de logement, comme l'ont décrit de récentes Études économiques de l'OCDE, qui portaient sur la santé en 2011, le bien-être plus globalement en 2013 et les inégalités entre les sexes en 2015.

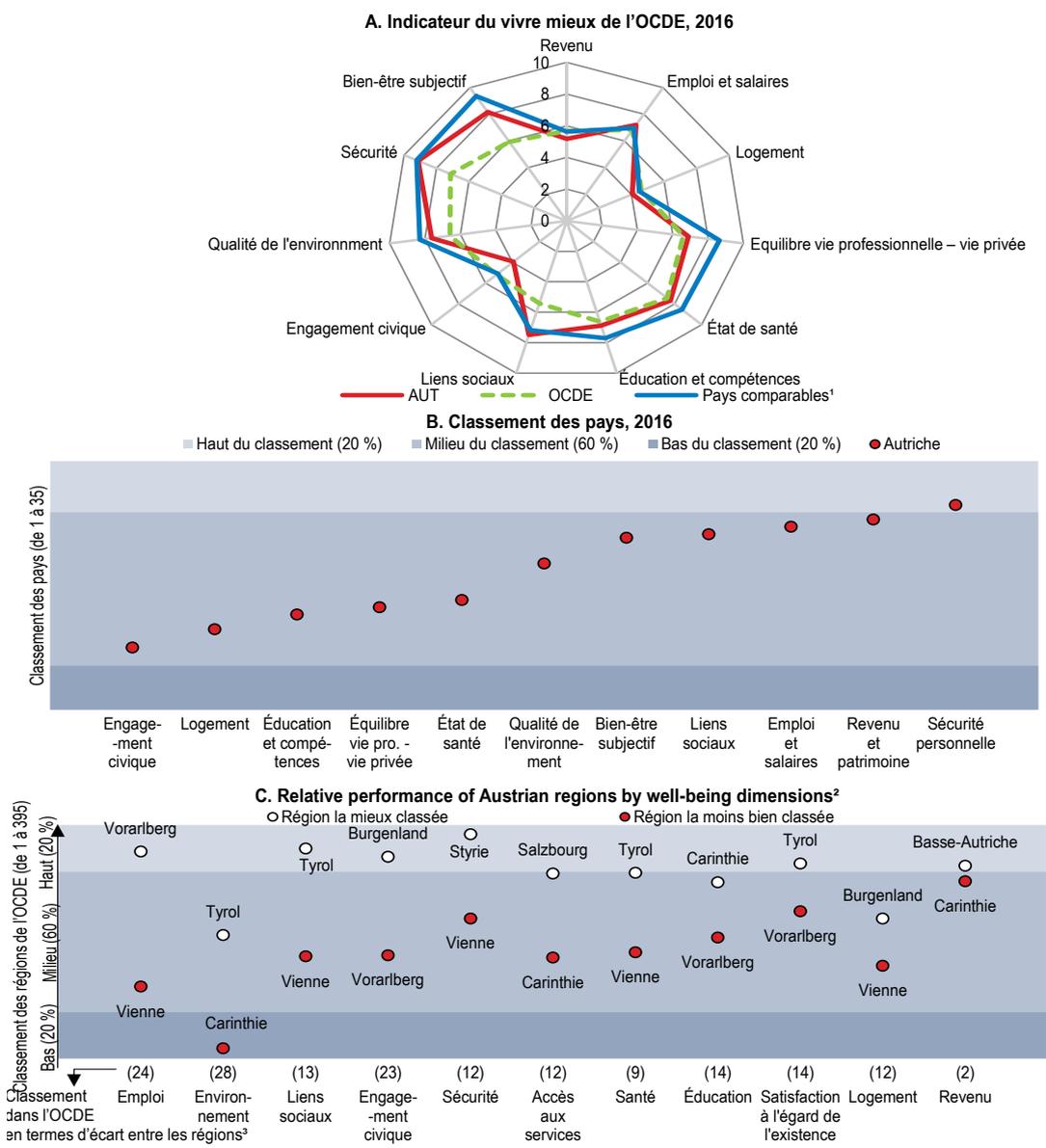
Au niveau infranational, l'Autriche figure aussi dans la moitié supérieure des pays de l'OCDE pour la plupart des composantes du bien-être. Les inégalités de PIB par habitant entre les régions ont reculé depuis le début des années 2000, si bien que l'Autriche occupe actuellement l'avant-dernier rang (par ordre décroissant) du classement des pays de l'OCDE (graphique 1, partie C). Les disparités se sont toutefois accentuées ces dernières années pour d'autres indicateurs régionaux, notamment ceux des dépenses de R-D, des taux de chômage et des inégalités entre hommes et femmes en matière de taux d'activité.

Les systèmes de redistribution et de protection sociale, appuyés par des institutions de partenariat social déjà anciennes, jouent un rôle important. L'Autriche est généralement bien classée dans les comparaisons internationales relatives aux inégalités salariales et à la pauvreté grâce à son système de prélèvements et de prestations qui réduit de près de moitié les inégalités de revenu marchand (graphique 2). En 2016, les dépenses publiques consacrées à la protection sociale représentaient 28 % du PIB autrichien, quand la moyenne des pays de l'OCDE est de 21 % (base de données de l'OCDE sur les dépenses sociales). Les Autrichiens qui se retrouvent sans emploi peuvent compter sur une perte de revenu moyenne moindre que dans la plupart des autres pays de l'OCDE et pays comparables (OECD, 2017a). Le système de retraite offre des taux de remplacement relativement élevés pour tous les niveaux de rémunération et le taux de pauvreté des personnes âgées est moins élevé que la moyenne de l'OCDE, même si nombreux sont ceux qui sortent du marché du travail avant l'âge légal de la retraite, ce qui réduit leurs droits à pension.

Le financement de la redistribution devient toutefois plus difficile. La population vieillit et la progression plus lente du nombre total d'heures travaillées implique un fléchissement de la hausse des cotisations sociales. Des ajustements des prestations ont été opérés ces dix dernières années et d'autres

changements s'imposeront à l'avenir pour modifier la nature du financement : les impôts sur le patrimoine, la consommation et autres, qui sont moins générateurs de distorsions, se substitueront aux impôts sur le travail et aux cotisations sociales (encadré 1).

Graphique 1. Le bien-être est élevé



Note : Les composantes du bien-être reposent sur des indicateurs différents dans les parties A et B (où elles répondent aux définitions de la base de données de l'Indicateur du vivre mieux de l'OCDE : www.oecdbetterlifeindex.org/fr) et dans la partie C (où elles répondent aux définitions de la base de données de l'OCDE sur le bien-être régional : www.oecdregionalwellbeing.org).

1. Danemark, Pays-Bas, Suède et Suisse.
2. Classement relatif des régions obtenant les résultats les meilleurs et les moins bons pour les onze composantes du bien-être par rapport à l'ensemble des 395 régions de l'OCDE. Les onze composantes sont classées en fonction de l'ampleur des disparités régionales dans le pays. Afin d'augmenter la taille de l'échantillon, toutes les tendances annuelles de l'enquête Gallup entre 2006 et 2014 ont été regroupées.
3. Écart entre la région la mieux classée et la région la moins bien classée. Le classement de l'Autriche sur les 34 pays de l'OCDE apparaît, 34 correspondant à l'écart le plus important et 1 à l'écart le plus faible.

Source : OCDE (2016), base de données de l'Indicateur du vivre mieux, www.oecdbetterlifeindex.org et OCDE (2016), base de données sur le bien-être régional, www.oecdregionalwellbeing.org.

Alors que les revenus sont plus équitablement distribués, les richesses demeurent très concentrées en Autriche. Selon la base de données de l'OCDE sur la distribution des richesses, depuis 2010, les 10 % de ménages autrichiens les plus fortunés détiennent 62 % de la richesse du pays, soit la deuxième proportion la plus élevée parmi 13 pays de l'OCDE après les États-Unis (76 %).'' Bien que dans toutes les économies de l'OCDE, les inégalités de richesse soit sensiblement supérieures aux inégalités de revenus (les ménages du décile supérieur possédant en moyenne la moitié de la richesse totale), le contraste marqué entre la répartition des revenus et celle des richesses en Autriche invite à une analyse plus poussée. Les origines de ce contraste ne sont pas bien identifiées et appellent une étude détaillée. Des éléments d'explication très généraux peuvent être avancés sur le fondement des travaux de l'OCDE consacrés à l'analyse des systèmes fiscaux en fonction de leur caractère propice à la croissance, d'une part, et de leur contribution à l'inclusivité, de l'autre (encadré 1). Un autre point faible en matière de cohésion sociale a trait aux inégalités entre les sexes, qui sont plus profondes que dans les pays comparables. La maternité a tendance à accentuer les disparités entre hommes et femmes s'agissant de la répartition entre travail rémunéré et non rémunéré, des salaires, des perspectives de carrière et des possibilités d'entrepreneuriat (OECD, 2015a).

Encadré 1. – Pour une analyse d'ensemble du système de prélèvements et de transferts

L'OCDE a consacré plusieurs études à l'évaluation des effets sur la croissance économique de différentes catégories d'impôts (Arnold *et al.*, 2011) en élargissant, plus récemment, cette analyse à la dimension inclusive de la croissance. Ces travaux semblent indiquer que lorsque les objectifs de croissance et d'inclusivité sont envisagés conjointement, le système de prélèvements et de transferts de chaque pays devrait être examiné dans son ensemble (Brys *et al.*, 2016).

Dans les pays de l'OCDE, les « impôts périodiques sur la propriété immobilière » sont ceux qui pénalisent le moins la croissance, suivis par les impôts sur la consommation (y compris les taxes environnementales), les « autres impôts sur les biens immobiliers », les impôts sur le revenu des personnes physiques et les impôts sur les bénéfices des sociétés. La catégorie des « autres impôts sur les biens immobiliers » regroupe les « taxes sur les transactions immobilières », les « impôts périodiques sur le patrimoine net » et les « impôts sur les successions » dont les effets individuels n'ont pas été évalués isolément jusqu'à ce jour.

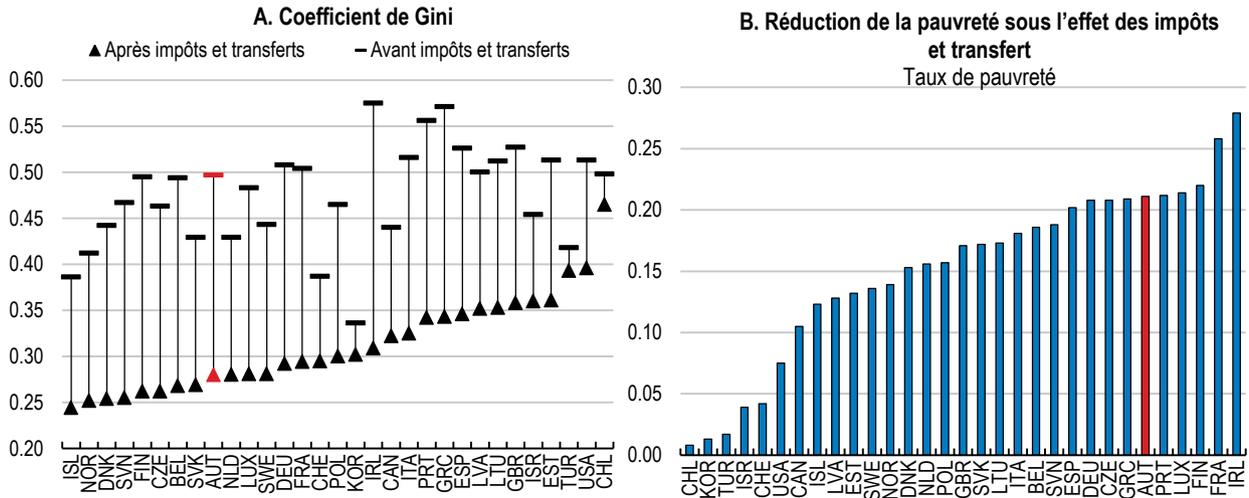
Selon la nouvelle approche élargie, la conception des systèmes fiscaux propices à une croissance inclusive est définie comme « une politique fiscale qui associe les objectifs d'efficacité et d'équité. Elle peut y parvenir soit en réduisant au minimum les arbitrages entre efficacité et équité – en réduisant les coûts en termes d'équité des réformes fiscales efficaces ou les coûts en termes d'efficacité des réformes fiscales équitables – soit en s'appuyant sur des réformes fiscales qui accroissent simultanément l'efficacité et l'équité ».

Au regard de la portée particulière du système de prélèvements et de transferts en Autriche et de la nécessité de recourir à des sources de recettes autres que la fiscalité sur le travail, qui est préjudiciable à l'emploi, un réexamen étendu à l'ensemble du système pourrait aider à identifier différentes réformes possibles.

La satisfaction à l'égard de l'existence est grande pour la plupart des catégories sociales (graphique 3) mais nettement moindre pour les chômeurs de longue durée, qui représentent 2.5 % de la population adulte, et les bénéficiaires d'autres prestations sociales, dont les retraités qui n'ont pas cotisé pendant longtemps. En outre, 3 % de la population se disent en situation de « privation matérielle aiguë » (Eurostat, 2017c) et un groupe plus important d'Autrichiens se montre moins confiant que précédemment dans sa capacité à préserver son bien-être et son niveau de vie. Dans une enquête réalisée en 2016, plus de la moitié d'entre eux ont fait part de leur mécontentement à l'égard des évolutions économiques et sociales récentes, alors que pour l'avenir 21 % tablaient sur une amélioration de leur qualité de vie et 27 % sur une dégradation, mais par rapport à un niveau relativement élevé dans une optique de comparaison internationale (SORA, 2016a et 2016b).

Graphique 2. La redistribution joue un rôle important

2013

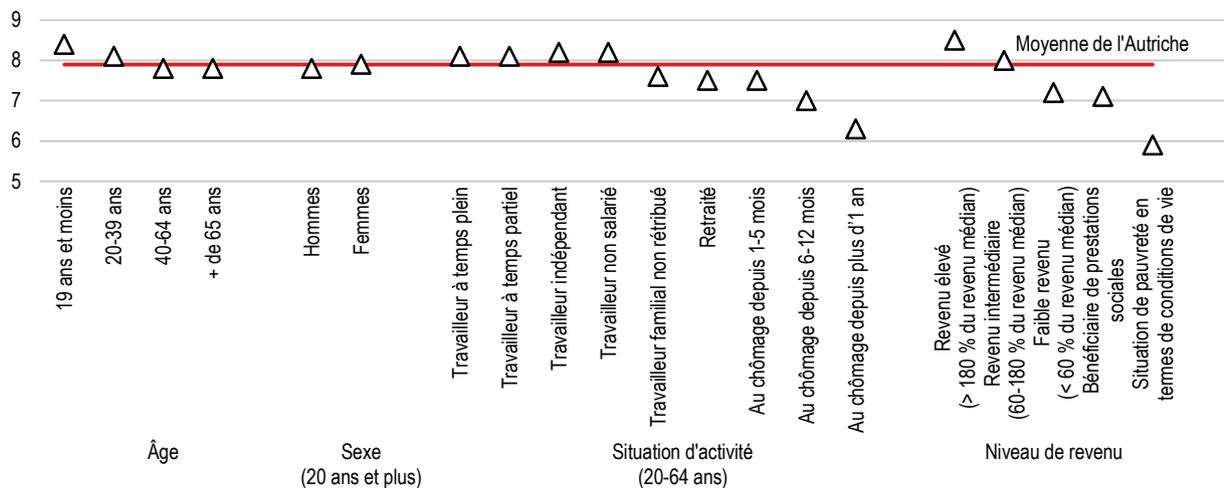


Note : Le coefficient de Gini est compris entre zéro (lorsque les revenus sont les mêmes pour tous) et 1 (lorsque tous les revenus reviennent à une seule personne). Par définition, le seuil de pauvreté équivaut à 60 % du revenu médian.

Source : Base de données de l'OCDE sur la distribution des revenus et la pauvreté.

Graphique 3. Disparités en matière de satisfaction à l'égard de l'existence

Satisfaction à l'égard de l'existence de diverses catégories sociales,
2015 ou dernière année pour laquelle des données sont disponibles



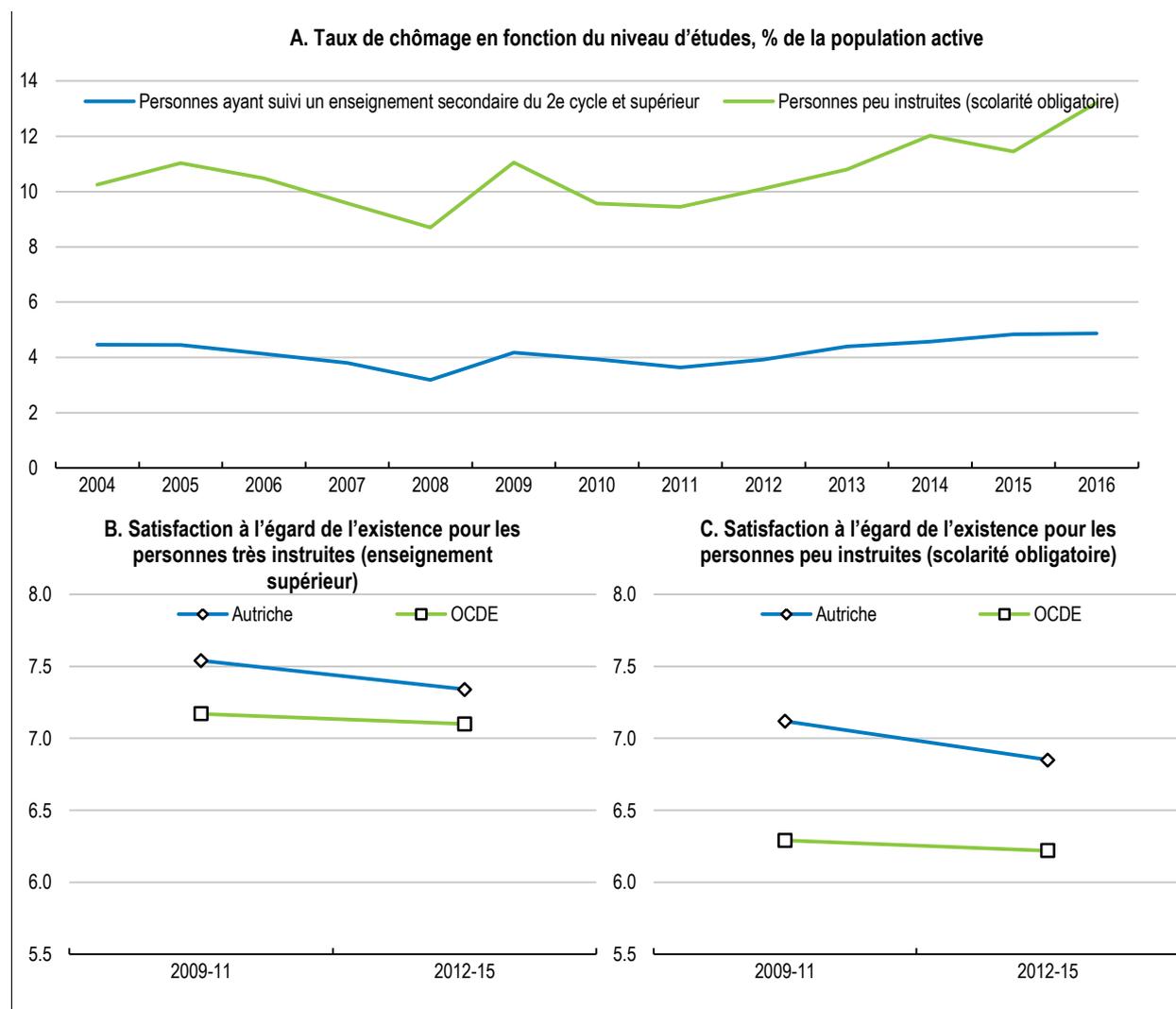
Source : Office statistique autrichien ; EU-SILC 2015.

Les compétences économiques bien connues d'une majorité d'entreprises et de travailleurs autrichiens se traduisent depuis longtemps par des niveaux de vie élevés. Cependant, les entreprises comme les travailleurs doivent faire face aux changements rapides induits par les mégatendances mondiales comme le morcellement géographique de la production et la transformation numérique des processus de travail. Les structures sociétales et économiques sont peut-être moins adaptées pour souscrire à ces changements. Selon une étude empirique récente, les fermetures d'usines en Autriche ont un coût particulièrement élevé en termes d'emploi et de salaires, ce qui peut s'expliquer par le rôle important mais par la transférabilité

limitée du capital humain propre aux entreprises (Winter-Ebner, 2016). La probabilité d'une transition entre chômage et emploi a été plus faible en Autriche en 2005-12 que dans la plupart des pays comparables (Cournède *et al.*, 2016). S'agissant des mutations technologiques, de nombreux signes montrent que les transformations sont plus lentes dans les entreprises et ménages autrichiens que dans les pays comparables.

Toutes les catégories de population sont concernées par le changement mais les personnes peu instruites semblent être en proie à des difficultés particulières en Autriche. Leurs qualifications actuelles mais aussi leur capacité à améliorer leurs aptitudes, leurs activités professionnelles et leurs emplois apparaissent relativement limitées. Celles et ceux qui ont suivi uniquement une scolarité obligatoire, soit un cinquième de la population, sont particulièrement touchés. Leur taux de chômage est entre trois et cinq fois plus élevé que celui des autres catégories (graphique 4, partie A). Leur bien-être subjectif, qui était relativement proche de celui de leurs compatriotes plus cultivés, s'est dégradé ces dernières années (parties B et C).

Graphique 4. Les personnes peu instruites rencontrent des difficultés particulières



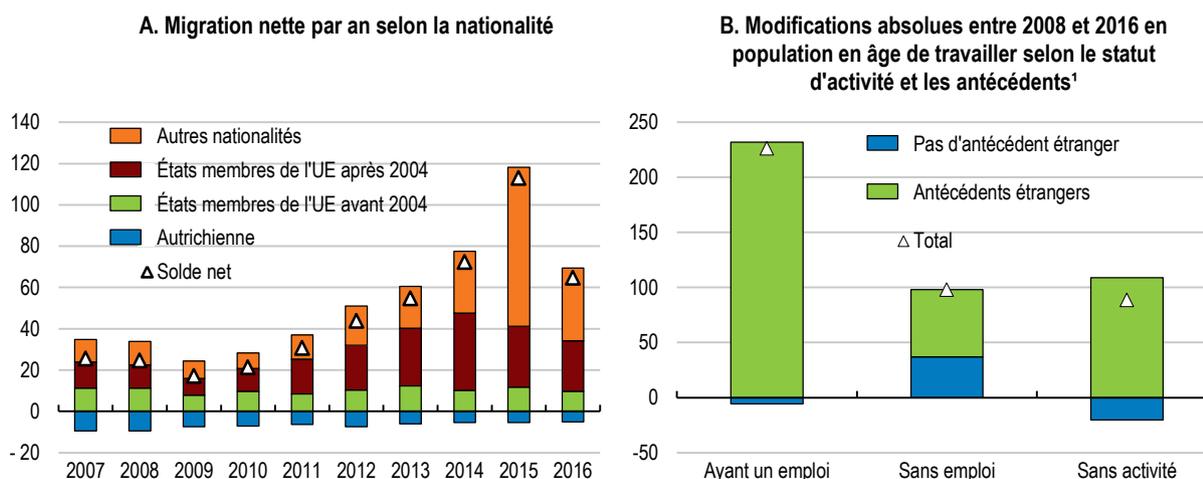
Source : Office statistique autrichien ; sondage Gallup World Poll.

Ces difficultés d'adaptation tendent à être plus prononcées pour les segments moins éduqués de l'importante population immigrée (OCDE, 2014), ce qui justifie le récent renforcement par l'État des efforts visant à améliorer les compétences linguistiques des immigrés et leur capacité à s'adapter aux nouvelles attentes des employeurs. Les efforts destinés à améliorer fortement les compétences linguistiques des enfants immigrés, avec la mise en place d'un nouveau programme de deux ans dans les écoles maternelles sont également les bienvenus. Si elles supposent des coûts importants, ces initiatives représentent des investissements déterminants pour la croissance et la cohésion sociale à l'avenir.

L'Autriche a connu un afflux croissant de migrants durant la dernière décennie, issus en particulier des nouveaux États membres de l'UE (de Roumanie et de Hongrie pour l'essentiel et, dans une moindre mesure, de Pologne, de République slovaque, de Bulgarie et de Croatie), et, plus récemment, d'Afghanistan, d'Irak et de Syrie, alors que la crise des réfugiés prenait une dimension internationale (graphique 5, partie A). Plus de la moitié des immigrés ont été intégrés avec succès sur le marché du travail, ce qui a représenté le principal moteur de la croissance de l'emploi total en Autriche (partie B), cependant que 15 % environ des nouveaux arrivants sont au chômage et 27 % sont inactifs.

Graphique 5. Les afflux de migrants ont soutenu l'offre de main d'œuvre

En milliers de personnes

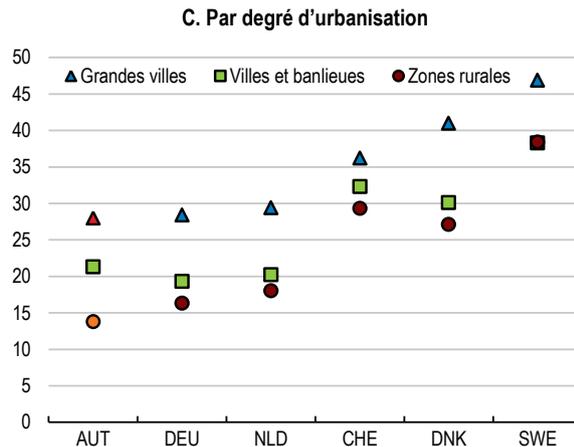
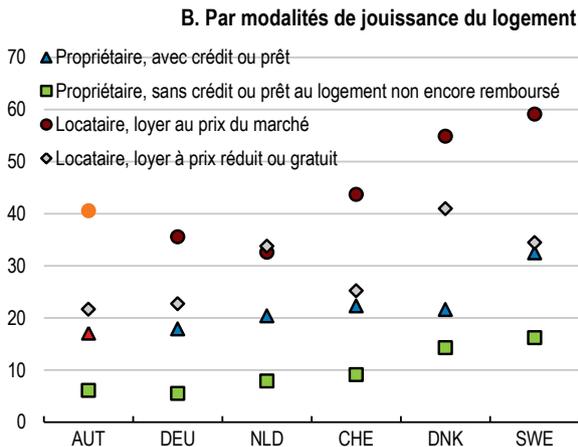
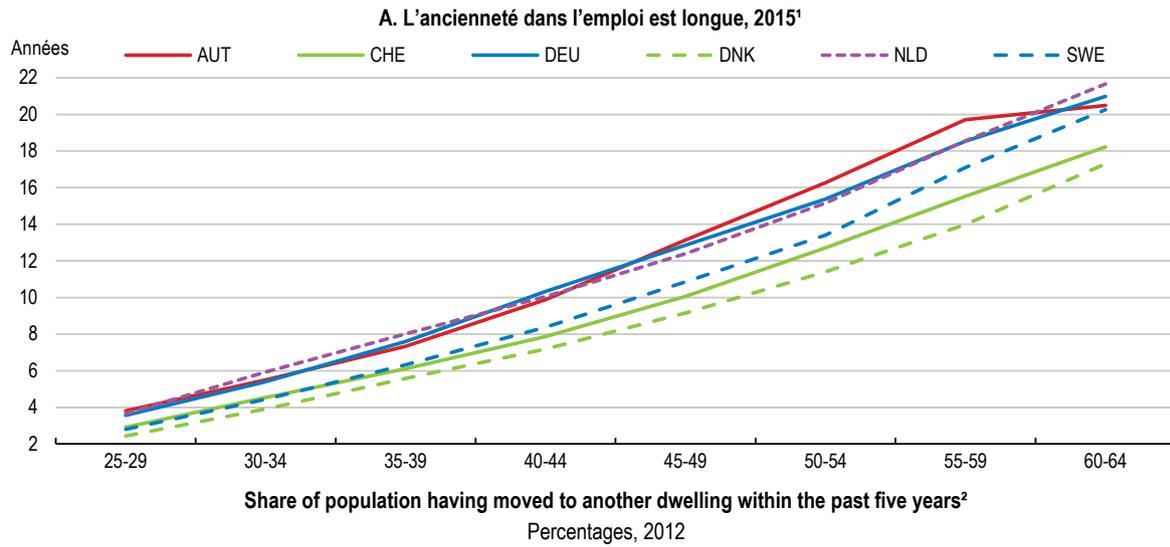


1. L'expression « d'origine étrangère » s'applique aux personnes dont les deux parents sont nés à l'étranger.

Source : Office statistique autrichien.

Même si les résultats des entreprises et les créations d'emplois s'améliorent plus globalement dans tout le pays, une plus grande mobilité géographique s'avèrera peut-être nécessaire à l'avenir pour faire face aux bouleversements qui résultent des redéploiements au sein des chaînes de valeur mondiales et des mutations technologiques favorisant la main-d'œuvre qualifiée dans les entreprises. Cependant, de nombreux Autrichiens sont très attachés à leur lieu de vie (graphique 6). L'ancienneté moyenne dans l'emploi est longue, les liens sociaux sont ancrés à l'échelle locale et les conditions de logement sont stables (OCDE, 2013a). Plutôt que de déménager, de nombreux Autrichiens préfèrent consacrer beaucoup de temps à leurs déplacements domicile-travail voire opérer des migrations pendulaires de longue distance chaque semaine. Des mesures des pouvoirs publics comme la subvention aux coûts des trajets domicile-travail ont aussi favorisé ces comportements jusqu'à présent. Ces choix de vie et ces mesures ont contribué à soutenir les communautés locales, cependant les pressions en faveur d'une mobilité accrue pourraient s'intensifier à l'avenir.

Graphique 6. L'ancienneté dans l'emploi est longue et la mobilité géographique faible



1. L'ancienneté dans l'emploi se mesure par le temps que les travailleurs ont passé auprès de leur employeur actuel.
2. Les pays sont classés en fonction du pourcentage total de la population qui a déménagé dans un autre logement au cours des cinq dernières années.

Source : Base de données de l'OCDE sur les Statistiques de la population active ; Eurostat.

L'emploi des jeunes a traditionnellement été élevé. Le taux d'emploi des jeunes s'est bien maintenu pendant et après la crise financière mondiale. Cependant, certaines catégories sont en train de perdre du terrain, ce qui témoigne peut-être de l'apparition de tensions dans le système d'enseignement et de formation alors que les besoins du marché du travail évoluent rapidement. Environ 62 % des jeunes de 15-29 ans étaient en emploi en 2015, soit nettement plus que la moyenne de l'OCDE (51 %) et de l'UE (48 %). Toutefois, 162 000 jeunes (plus de 10 % de la cohorte des 15-29 ans) n'étaient ni en emploi, ni scolarisés, ni en formation (les NEET), soit quelque 20 000 de plus qu'en 2012. En réaction, les pouvoirs publics ont récemment mis en place de nouvelles « garanties de formation » pour celles et ceux qui sortent du système éducatif avec des qualifications insuffisantes. L'évolution rapide de la demande de qualifications (Schitter *et al.*, 2012 ; Benkovskis and Wörz, 2014) crée peut-être des difficultés supplémentaires pour les personnes qui entrent sur le marché du travail avec un capital social et éducatif médiocre. Les compétences relativement limitées, trop axées sur une profession particulière et peu polyvalentes acquises dans certaines filières du système d'enseignement professionnel peuvent aggraver ce

problème. Les jeunes dont les parents ne sont pas diplômés du deuxième cycle de l'enseignement secondaire ont aujourd'hui plus de trois fois plus de risques de devenir des NEET que les autres jeunes, contre une moyenne de 1.8 fois dans l'OCDE. Les jeunes nés à l'étranger ont 2.4 fois plus de risques de devenir des NEET, à comparer avec une moyenne de 1.5 fois dans l'OCDE. Il convient d'améliorer l'égalité des chances et les perspectives d'emploi pour toutes les catégories sociales (OECD, 2016f).

Des flux d'entrées de réfugiés assez importants en provenance de pays ravagés par la guerre aggravent ces problèmes de cohésion sociale. L'Autriche occupe la troisième place du classement des pays de l'OCDE pour ce qui est des entrées de réfugiés par habitant. Une proportion relativement élevée de demandeurs d'asile a été autorisée à rester dans le pays. L'immigration n'est pas un phénomène nouveau en Autriche, où plus d'un quart de la population est issu de l'immigration, mais la composition des nouvelles arrivées crée des difficultés particulières. Pour la plupart, les réfugiés sont originaires de Syrie (près de 30 %), d'Afghanistan (30 %) et d'Iraq (environ 15 %). Leurs antécédents d'emploi et leurs qualifications s'inscrivent dans un contexte de marché différent. Par conséquent, leur intégration en Autriche est plus complexe que pour la majorité des cohortes d'immigrés antérieures, d'où la nécessité de politiques d'intégration efficaces. S'agissant des jeunes cohortes, environ 18 000 enfants ayant obtenu le statut de réfugié fréquentent actuellement des écoles autrichiennes. L'expérience des pays comparables semble indiquer que des politiques d'intégration efficaces englobent une reconnaissance plus directe des qualifications acquises à l'étranger, des cours de langue, une formation des adultes, des programmes de mentorat et une entrée précoce sur le marché du travail pour les immigrés (OECD, 2016g).

Dans ce contexte, les principaux messages de cette Étude sont les suivants :

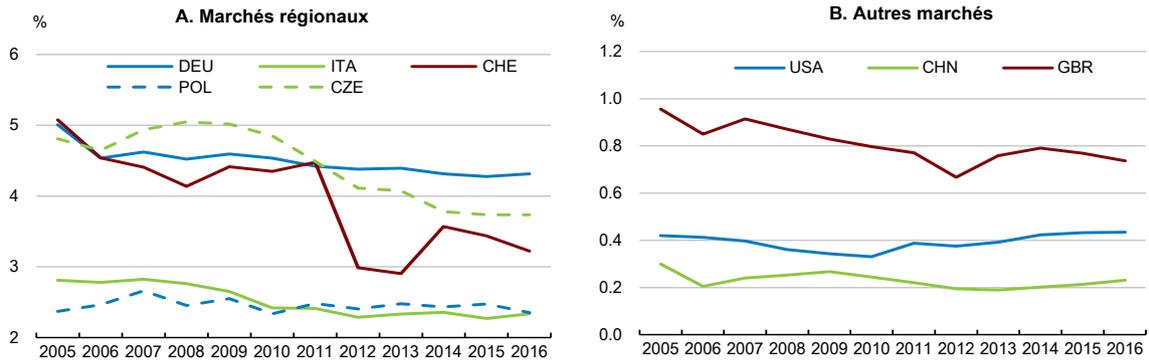
Il faut stimuler la croissance potentielle de l'emploi et de la production pour améliorer la viabilité des finances publiques et la cohésion sociale. Cela passe par des réformes structurelles plus profondes que prévu actuellement.

- La transition de l'Autriche vers une économie et une société numériques semble plus lente que dans les autres petits pays européens à revenu élevé. Il est indispensable de favoriser le dynamisme des entreprises pour la diffusion des nouveaux modèles économiques et des innovations en matière de TIC.
- La transformation des marchés du travail induite par les technologies impose une stratégie globale pour garantir l'égalité des chances sur fond de progrès technologiques.

La croissance se redresse

Après le rebond de départ consécutif à la crise financière, la croissance s'est affaiblie en Autriche (graphique 6, partie A). La réforme fiscale qui a eu pour effet d'augmenter le revenu disponible des ménages d'à peu près 3 % à compter de 2016 a stimulé la consommation privée en 2015-16 (partie C). Par rapport aux autres pays, la croissance de l'investissement a été moindre en Autriche depuis 2012 (partie D), même si le coefficient d'investissement demeure relativement élevé, à environ 23 % du PIB. Les résultats à l'exportation de l'Autriche, mesurés par le rapport entre la croissance cumulée des exportations et celle des marchés à l'exportation, se sont dégradés de plus de 7 points de pourcentage entre début 2012 et fin 2016 car le pays a perdu des parts de marché dans des chaînes de valeur régionales basées en Allemagne au profit de pays émergents d'Europe de l'Est (OECD, 2016e). Les exportations totales vers l'Allemagne ont progressé d'environ 5 % entre 2011 et 2016, alors même que les importations allemandes totales augmentaient de plus de 11 %. Sur la même période, les exportations vers l'Italie ont reculé de plus de 10 %, cependant que les importations italiennes reculaient de 5 % seulement (graphique 7). Le solde du compte courant est néanmoins resté excédentaire, principalement grâce au secteur du tourisme.

Graphique 7. Parts de marché de l’Autriche sur ses principaux marchés à l’exportation



Source : FMI (2017), statistiques sur la répartition géographique des échanges (DOTS, *Direction of Trade Statistics*).

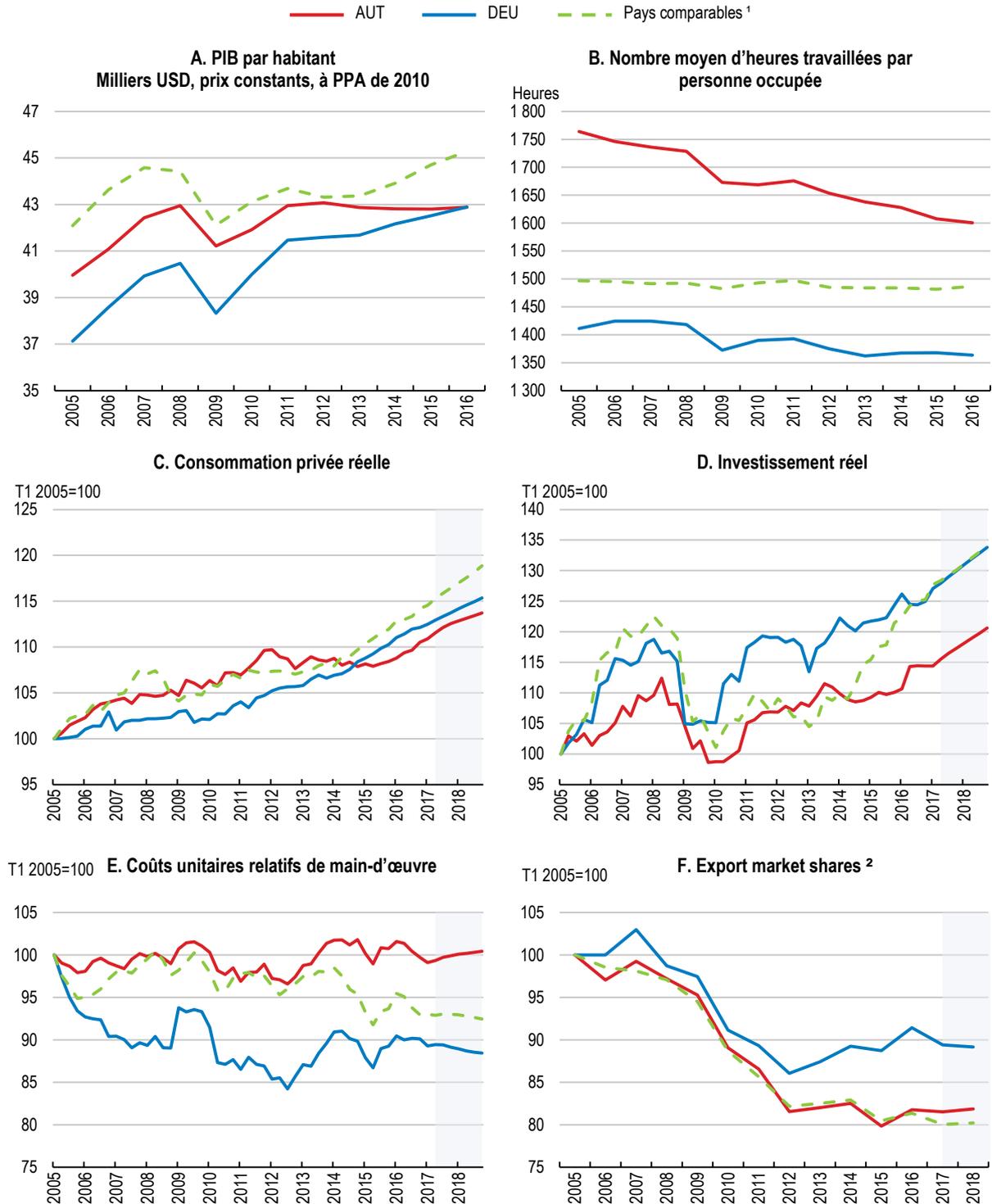
L’activité économique a redémarré en 2016, le taux de croissance ayant dépassé 1 % pour la première fois depuis 2011, ce qui s’explique par le raffermissement de la consommation et de l’investissement privés. Au cours de la période à venir, la consommation privée sera dopée par la progression du revenu disponible sous l’effet de la réforme fiscale et de l’évolution favorable du marché du travail (tableau 1). Les gains de revenu avaient dans un premier temps été affectés partiellement à l’épargne mais le taux d’épargne a commencé à diminuer lentement sous l’effet du regain de confiance des consommateurs. L’investissement devrait prendre de l’ampleur. L’accélération des échanges internationaux stimulera la croissance des exportations.

L’inflation sous-jacente demeure plus élevée en Autriche que dans l’ensemble de la zone euro. L’écart s’explique pour l’essentiel par la hausse des prix plus marquée dans les activités liées au secteur du tourisme, qui affiche une grande vitalité. À titre d’exemple, en dépit d’une croissance plus lente, l’écart moyen d’inflation avec l’Allemagne est d’environ 50 points de base par an depuis 2012, dont 30 points sont imputables aux activités de restauration et d’hébergement. Les prix des logements et les loyers ont aussi été orientés à la hausse ces dernières années, notamment à Vienne. Les logements restent néanmoins accessibles par comparaison avec les autres pays, sachant que les ratios loyer/revenu et service de la dette/revenu sont relativement faibles (Base de données de l’OCDE sur le logement abordable).

La population active de l’Autriche a augmenté plus rapidement que dans la plupart des pays comparables en raison d’une immigration plus forte et d’une progression plus sensible du taux d’activité des femmes et des seniors. Le chômage s’est accru pour passer de 4.9 % en 2011 à 6.0 % en 2016. Parallèlement à la reprise de l’activité économique, le chômage devrait avoir culminé en 2016 et reculer progressivement à l’avenir.

Les risques pesant sur cette projection sont globalement équilibrés. Le taux d’épargne pourrait diminuer moins fortement que prévu, ce qui freinerait la progression de la consommation privée et réduirait la croissance. L’incertitude durant la période qui précède les élections anticipées annoncées pour octobre 2017 pourrait influencer sur la confiance des consommateurs et des entreprises et peser sur la demande intérieure. Les résultats à l’exportation se dégraderaient si l’Autriche continuait à perdre des parts de marché. À l’inverse, si les échanges internationaux se redressent davantage que prévu, la croissance des exportations pourrait être plus soutenue et stimuler l’investissement et la croissance plus que prévu. Un recul plus prononcé de l’épargne se traduirait par une croissance de la consommation plus forte. Tout engagement électoral supplémentaire pourrait dynamiser la croissance en 2018 au prix d’un déficit public plus élevé.

Graphique 8. Évolution récente



1. Danemark, Pays-Bas et Suède.

2. Part de la valeur totale des exportations de biens et services dans les exportations mondiales, en USD.

Source : Base de données des comptes nationaux de l'OCDE ; base de données de l'OCDE sur la productivité et base de données des Perspectives économiques de l'OCDE.

Tableau 1. Indicateurs et prévisions macroéconomiques

Variation annuelle en pourcentage ; volumes (aux prix de 2010) sauf indiqué autrement

	2013 Current prices (Billion EUR)	2014	2015	2016	2017 (projected)	2018 (projected)
GDP	322	0.8	0.8	1.6	2.2	1.7
Private consumption	174	-0.3	-0.1	1.3	2.0	1.3
Government consumption	64	0.8	2.2	1.8	1.5	1.6
Gross fixed capital formation	75	-0.8	0.7	3.3	2.2	3.0
Housing	14	-0.6	0.9	0.3	2.3	2.3
Final domestic demand	312	-0.2	0.6	1.9	1.9	1.8
Stockbuilding ¹	2	0.3	-0.1	0.5	0.5	0.0
Total domestic demand	314	0.2	0.5	2.4	2.5	1.8
Exports of goods and services	172	2.4	3.6	1.4	5.6	4.6
Imports of goods and services	163	1.3	3.4	3.1	6.2	5.0
Net exports ¹	8	0.6	0.2	-0.8	-0.1	0.0
Other indicators						
Potential GDP	..	1.2	1.1	1.1	1.1	1.1
Output gap ²	..	-2.7	-3.0	-2.6	-1.5	-1.0
Employment	..	0.2	0.9	1.7	1.7	1.5
Unemployment rate	..	5.7	5.8	6.1	5.7	5.5
GDP deflator	..	1.8	1.9	1.3	2.0	2.0
Consumer price index	..	1.5	0.8	1.0	2.1	1.8
Core consumer prices	..	1.7	1.7	1.6	1.8	1.8
Household saving ratio, net ³	..	7.0	7.3	8.2	7.1	7.1
Current account balance ⁴	..	2.4	1.9	1.7	1.9	1.9
General government fiscal balance ⁴	..	-2.7	-1.1	-1.6	-1.0	-0.7
Underlying government fiscal balance ²	..	0.2	1.3	0.2	0.1	0.1
Underlying government primary balance ²	..	2.2	3.1	1.8	1.5	1.4
Gross government debt (SNA definition) ⁴	..	106.8	106.2	106.1	102.7	100.9
Gross government debt (Maastrichtn definition) ⁴	..	84.4	85.5	84.6	81.1	79.3
General government net debt ⁴	..	59.1	57.1	57.0	53.5	51.8
Three-month money market rate, average	..	0.2	0.0	-0.3	-0.3	-0.3
Ten-year government bond yield, average	..	1.5	0.7	0.4	0.7	1.1

1. Contributions aux variations du PIB réel, montant exact dans la première colonne.

2. En pourcentage du PIB potentiel.

3. En pourcentage du revenu disponible des ménages.

4. En pourcentage du PIB.

Source : OCDE (2017), Perspectives économiques de l'OCDE : Statistiques et projections n° 101 (base de données).

En outre, l'Autriche pourrait pâtir de plusieurs chocs exogènes (tableau 2). Une accentuation des tensions géopolitiques pourrait être à l'origine d'un nouvel afflux massif de réfugiés. Une recrudescence des tensions internes en Europe pourrait avoir des incidences négatives sur la confiance. Les difficultés rencontrées par certains segments du secteur bancaire européen pourraient avoir des effets de contagion. Enfin, si les résultats des élections anticipées du mois d'octobre devaient compliquer la constitution d'un gouvernement stable, la dynamique des réformes pourrait s'essouffler et ralentir la croissance.

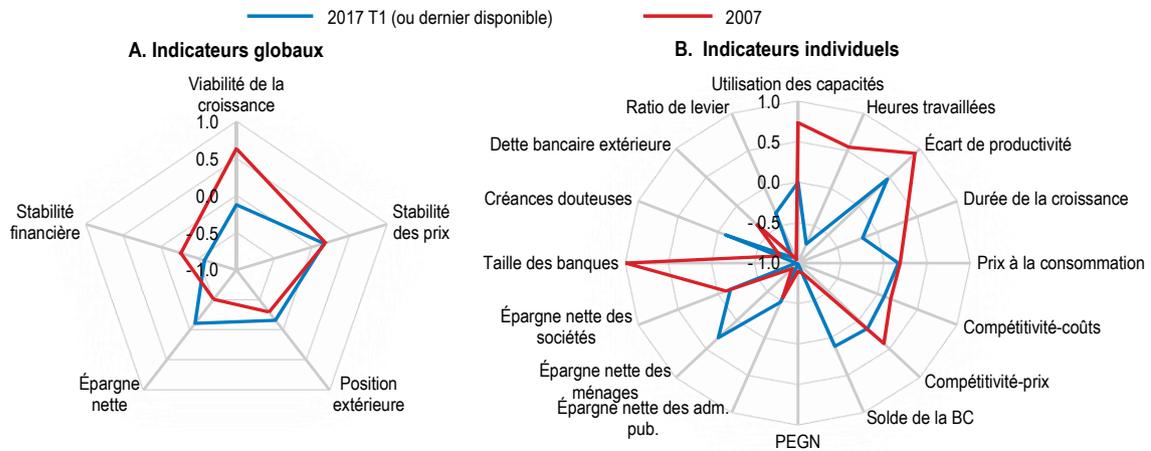
Dans l'ensemble, les facteurs de vulnérabilité macrofinancière sont moins marqués qu'en 2007 (graphique 9). L'endettement externe n'est pas excessif et la récente période prolongée de croissance timide signifie qu'une surchauffe est peu probable. L'inflation dépasse le niveau tendanciel mais de peu, ce qui s'explique pour l'essentiel par des prix des services dynamiques (cf. ci-dessus). La position extérieure et la situation d'épargne demeurent favorables, malgré une légère dégradation par rapport à 2007.

Tableau 2. Les chocs possibles et leur impact économique

<i>Chocs possibles</i>	<i>Impact probable</i>
Une accentuation des tensions géopolitiques à l'origine d'une nouvelle vague de réfugiés.	Les dépenses d'intégration et de sécurité intérieure et extérieure limiteraient la marge de manœuvre budgétaire et compromettraient la mise en œuvre des réformes prévues, avec des effets négatifs sur la croissance.
Recrudescence des tensions internes en Europe.	Les primes de risque pourraient augmenter et la confiance des consommateurs et des entreprises pourrait s'en ressentir.
Les tensions dans certains segments du secteur bancaire européen pourraient s'amplifier.	Les coûts de financement des banques autrichiennes pourraient augmenter, ce qui réduirait fortement leurs marges et leur solvabilité.

Graphique 9. Évolution des facteurs de vulnérabilité macrofinancière depuis 2007

Écarts des indicateurs par rapport à leurs moyennes en temps réel à long terme (0), les écarts les plus importants représentant la plus forte vulnérabilité potentielle (+1) et les écarts les moins importants la plus faible vulnérabilité potentielle (-1)¹



1. Chaque indicateur global de vulnérabilité macrofinancière est calculé en agrégeant (sous la forme d'une moyenne simple) des indicateurs individuels normalisés. La viabilité de la croissance recouvre : l'utilisation des capacités dans le secteur manufacturier, le nombre total d'heures travaillées divisé par la population en âge de travailler (heures travaillées), la différence entre la croissance du PIB et la croissance de la productivité (écart de productivité) et un indicateur associant la longueur et la vigueur de la phase d'expansion (durée de la croissance). La stabilité des prix fait référence aux prix à la consommation et se calcule ainsi : valeur absolue de (inflation sous-jacente moins objectif d'inflation) + (inflation globale moins inflation sous-jacente). La position extérieure recouvre : la moyenne du taux de change effectif réel (TCER) fondé sur les coûts unitaires de main-d'œuvre et du TCER fondé sur les prix à la consommation (compétitivité-coûts), les prix relatifs des biens et services exportés (compétitivité-prix), le solde de la balance courante (BC) en pourcentage du PIB et la position extérieure globale nette (PEGN) en pourcentage du PIB. L'épargne nette recouvre : l'épargne nette des administrations publiques, des ménages et des entreprises, exprimée en pourcentage du PIB. La stabilité financière recouvre : la taille des banques en pourcentage du PIB, la part des créances douteuses et litigieuses dans le total des prêts, la dette bancaire extérieure en pourcentage des engagements totaux des banques et le capital social et les réserves en proportion des engagements totaux (ratio de levier).

Source : Calculs de l'OCDE reposant sur OCDE (2017), Perspectives économiques de l'OCDE : Statistiques et projections (base de données) ; OCDE (2017), Principaux indicateurs économiques (base de données) ; OCDE (2017), Statistiques de l'OCDE sur les comptes nationaux (base de données) ; et Thomson Reuters Datastream.

Une politique macroéconomique de soutien a été appliquée

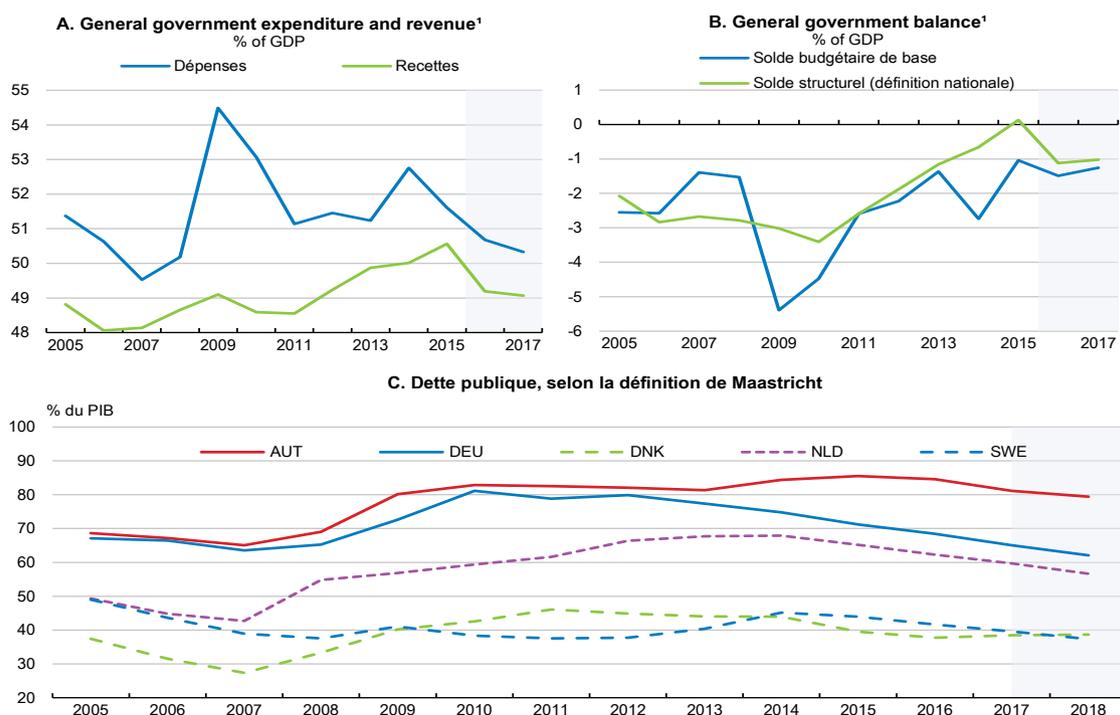
Le recours à la politique budgétaire est plus actif

La politique budgétaire a contribué à la reprise cyclique en 2016 (graphique 10). Le taux de l'impôt sur le revenu des personnes physiques pour la tranche d'imposition la plus basse a été ramené de 36,5 % à 25 %, soit une perte de recettes fiscales d'environ 1,4 % du PIB. Concernant les dépenses, malgré les pressions dues aux coûts imprévus liés aux réfugiés et à la sécurité, les objectifs ont été atteints, aux échelons fédéral et infranational. Le déficit public s'est creusé pour passer de 1,1 % du PIB en 2015 à 1,6 % du PIB en 2016 et le déficit structurel (selon la méthodologie nationale) s'est hissé à 1,1 %, alors que la situation était à l'équilibre en 2015. Toutefois, la dette publique, en pourcentage du PIB, diminue, en

partie sous l'effet de la liquidation des actifs des banques nationalisées et des instruments de désendettement.

Le Programme de stabilité autrichien de 2017 prévoit une orientation budgétaire globalement neutre. Le déficit public devrait diminuer légèrement pour atteindre 1.0 % en 2017 et 0.8 % en 2018. Une fois exclus les coûts liés à la crise des réfugiés et à la lutte contre le terrorisme, le déficit structurel « ajusté » devrait s'établir en dessous de 0.5 % du PIB en 2017 et en 2018, conformément aux engagements de l'Autriche envers l'UE. Dans ce contexte, les deux partis de la coalition ont adopté un nouveau train de mesures économiques afin de renforcer l'attrait de l'Autriche pour les investissements des entreprises (encadré 2). Néanmoins, les élections anticipées font peser des risques sur la mise en œuvre du programme. Le coût budgétaire des mesures a été estimé à environ 0.5 % du PIB par an en 2017-18. Il sera financé via des réductions des dépenses dont le détail n'est pas encore connu et des recettes supplémentaires découlant de la croissance plus soutenue.

Graphique 10. Les soldes budgétaires se sont améliorés mais l'endettement reste élevé



1. Les recettes de 2004 incluent la remise de la dette des Chemins de fer Fédéraux autrichiens (ÖBB's) au gouvernement fédéral. Les paiements d'intérêts excluent les transactions d'échange.

Source : Office statistique autrichien, Ministère autrichien des Finances, Institut autrichien de recherche économique (PIB), prévisions automnales de la Commission européenne et du Conseil consultatif budgétaire (2016 et 2017) ; base de données des Perspectives économiques de l'OCDE.

Des investissements supplémentaires sont souhaitables dans des domaines hautement prioritaires comme la garde des enfants et l'assistance des personnes âgées, les écoles maternelles, les programmes d'intégration pour les immigrants et les demandeurs d'asile et les infrastructures haut débit (encadré 2). Ces investissements contribueraient à stimuler la croissance potentielle et à accroître la cohésion sociale. Toutefois, même si les objectifs d'assainissement budgétaire définis avec l'UE prévoient qu'une partie de ces investissements soit déduite du calcul des plafonds de dépenses et de déficit (encadré 3), et même si le niveau encore très bas des taux d'intérêt une marge de dépenses supplémentaires à court terme sans altérer l'évolution de la dette sur le long terme, la meilleure approche pour accroître durablement les investissements dans ces différents domaines consiste à réaliser des économies dans les postes de dépenses qui présentent des possibilités de rationalisation.

Encadré 2. Le train de mesures de janvier 2017

En janvier 2017, les deux partis de la coalition au pouvoir ont adopté un nouveau train de mesures qui vise à « renforcer la croissance et l'emploi, aider les entreprises et garantir la viabilité en permettant aux entreprises et aux citoyens de saisir les opportunités découlant du développement du numérique et de la transition écologique ». Certaines de ces mesures ont déjà été adoptées, d'autres sont encore en cours d'examen. Les éléments les plus marquants sont les suivants :

Réductions des coûts de main-d'œuvre

- Réduction de moitié des coûts de main-d'œuvre non salariaux pour chaque nouvel emploi créé à compter de l'automne 2017, qui se limite au recrutement de chômeurs inscrits, de titulaires d'une carte rouge-blanc-rouge délivrée aux travailleurs migrants, de diplômés des établissements d'enseignement autrichiens et de personnes ayant déjà travaillé en Autriche (coûts estimés à 2 milliards EUR jusqu'en 2021 sous réserve d'une évaluation en 2019).
- Diminution de la cotisation patronale au Fonds de péréquation des charges familiales à hauteur de 0.6 point de pourcentage en 2017-18, avec un coût budgétaire attendu d'environ 1 milliard EUR par an (0.3 % du PIB annuel).

Autres mesures relatives au marché du travail

- Encourager la mobilité géographique des travailleurs par le biais d'incitations fiscales et de subventions salariales.
- Création de 20 000 nouveaux postes pour les travailleurs âgés de plus de 50 ans, si nécessaire dans le secteur public.
- Instauration d'un salaire minimum de 1 500 EUR par mois (pour un poste à temps plein), qui doit être débattu entre les partenaires sociaux jusqu'à fin 2017. En avril 2017, les premiers accords avaient été conclus dans les secteurs du textile et de la coiffure pour rattraper progressivement le minimum ciblé. À l'échelle du pays, 300 000 travailleurs à temps plein qui gagnent moins de 1 500 EUR par mois actuellement bénéficieront de cette mesure au total.
- Indexation sur l'inflation des seuils des deux premières tranches de l'impôt sur le revenu à compter de 2019.

Aide aux entreprises

- Concentration en début de période de la déduction fiscale au titre des dépenses d'investissement des entreprises de plus de 250 salariés.
- Subvention de 10 % en 2017 et en 2018 pour les dépenses d'investissement des PME.
- Subvention de 75 % pour les coûts induits par l'absence pour maladie dans les entreprises de moins de 10 salariés.
- Nouvelles garanties pour le financement des nouvelles entreprises.
- Nouvelles garanties pour le financement des nouvelles entreprises.
- Simplification des procédures de faillite des particuliers.
- Extension des aides publiques aux investisseurs-tuteurs, attribution de ressources supplémentaires au financement de prédémarrage et aux entreprises nées de la recherche universitaire.
- Relèvement de la prime de recherche de 12 % à 14 % de l'ensemble des dépenses liées à la R-D à compter de 2018.

Éducation

- 5 000 places supplémentaires pour les étudiants des universités de sciences appliquées (Fachhochschulen), qui offrent d'excellentes perspectives d'emploi à leurs étudiants.
- Nouveau modèle de financement des universités publiques en fonction du nombre d'étudiants inscrits et du ratio entre le nombre d'étudiants et d'enseignants.
- Nouvelles mesures destinées à promouvoir la mixité sociale dans les universités en facilitant l'accès des apprentis et en accordant davantage de bourses.
- Mise en œuvre du programme « School 4.0 » (qui fait aussi partie de la « Feuille de route numérique » de l'Autriche, cf. ci-après).
- Instauration de nouvelles mesures en faveur de l'apprentissage.

Développement du numérique

- Réduction de la taxe perçue sur les infrastructures numériques.
- Doublement des fonds consacrés par les opérateurs privés de télécommunications à « l'offensive du haut débit » (1 milliard EUR pour généraliser l'Internet à haut débit d'ici à 2020, y compris dans toutes les PME et écoles).
- Équiper toutes les écoles du haut débit et du wifi d'ici à 2020.

Intégration des réfugiés

- Année d'intégration (d'enseignement) obligatoire pour les personnes ayant obtenu l'asile et pour les demandeurs d'asile qui ont de fortes chances de l'obtenir.

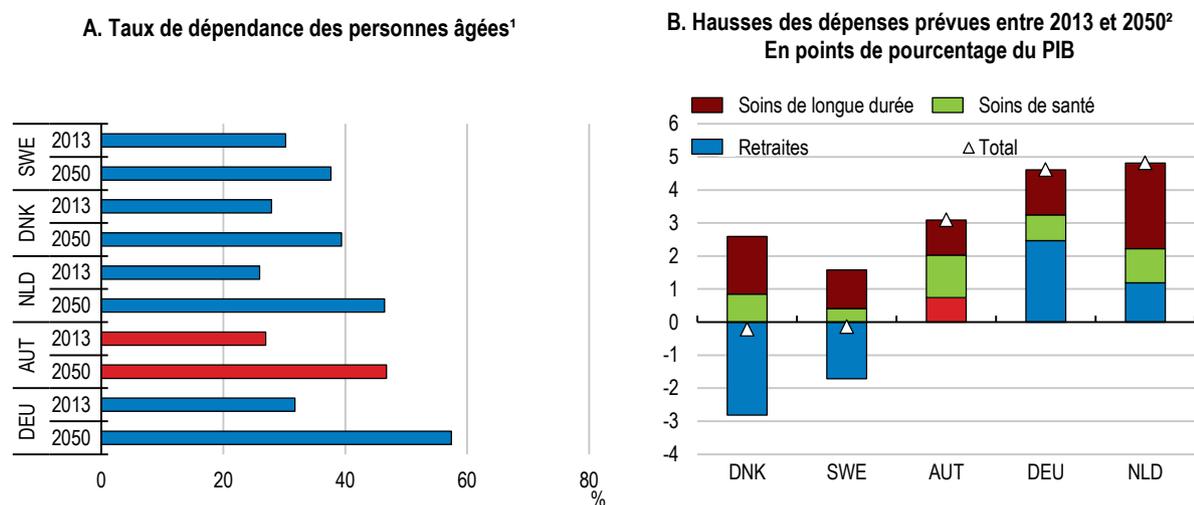
Encadré 3. Mise en œuvre d'une initiative budgétaire dans le contexte européen

La politique budgétaire de l'Autriche est visée par le volet préventif du Pacte de stabilité et de croissance et le gouvernement s'est engagé à respecter les objectifs budgétaires à moyen terme définis avec l'Union européenne. En vertu de cet accord, le ratio dette publique/PIB doit être ramené en dessous de 60 % du PIB à moyen terme et le déficit budgétaire de base des administrations publiques est plafonné à 0.5 % du PIB sur le court terme (à compter de 2017). Ce plafond peut être relevé pour des raisons cycliques (à hauteur de 0.25 % du PIB) lorsque l'écart de production est supérieur à -1.5 % du PIB et que la croissance économique est inférieure au potentiel. Il doit être abaissé (de 0.25-0.50 %) quand l'écart de production est supérieur à +1.5 % et que la croissance économique est supérieure au potentiel.

Cet accord ménage la possibilité de dépenses souhaitables à des fins « d'investissement » et de « réforme structurelle ». Des hausses des dépenses et/ou des réductions d'impôts pour des projets d'infrastructure coordonnés par l'UE (comme les projets transeuropéens en matière de transport et de communication) ainsi que pour des réformes structurelles ayant des effets positifs à long terme vérifiables sur la croissance potentielle (par exemple des investissements dans des structures d'accueil des jeunes enfants) remplissent les conditions requises. Il en va de même pour les dépenses liées aux réfugiés si elles sont ratifiées par la Commission et si le déficit global des administrations publiques reste inférieur à 3 % du PIB.

Sur le long terme, le vieillissement de la population pèsera fortement sur les finances publiques de l'Autriche. Les taux de dépendance des personnes âgées devraient augmenter d'environ 20 points de pourcentage jusqu'en 2050 (graphique 9, partie A). Le nombre de retraités devrait s'accroître de 40 points de pourcentage au cours de la même période, ce qui ramènera le ratio cotisants/retraités de 1.7 en 2013 à 1.3 en 2050. Dans l'hypothèse d'une absence de changement de politique, la Commission européenne (EC, 2015) a prévu dans son scénario de référence que les dépenses liées au vieillissement (retraites : +0.7 point de pourcentage, soins de santé : +1.3 point, et soins de longue durée : +1.1 point) augmenteraient de 3 points de pourcentage du PIB d'ici à 2050 (graphique 11, partie B).

Graphique 11. Les pressions exercées par le vieillissement sur les finances publiques à long terme sont fortes



1. Le taux de dépendance des personnes âgées correspond à la population âgée de 65 ans et plus en pourcentage de la population âgée de 15-64 ans.

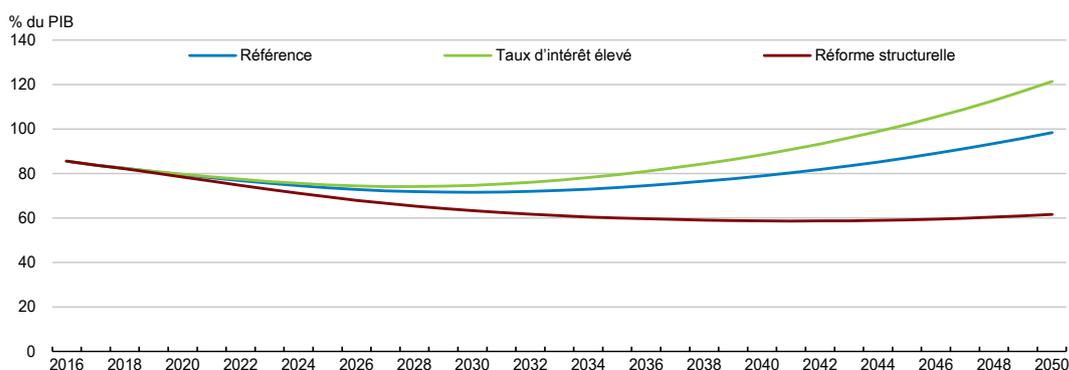
2. Scénario de référence pour les retraites et scénarios du Groupe de travail sur le vieillissement de la population de la Commission européenne pour les soins de santé et les soins de longue durée.

Source : Commission européenne (2015), *The 2015 Ageing Report*, European Economies Series, n° 3/2015.

Dans le scénario de référence (graphique 12), où ces dépenses sont supposées être entièrement financées par l'endettement, le ratio de la dette publique remonterait à compter de 2030 et atteindrait des

niveaux plus élevés que ceux observés au lendemain de la crise financière mondiale, plaçant ainsi la dette sur une trajectoire non viable. Dans un scénario de taux d'intérêt plus élevés, qui se fonde sur l'hypothèse d'un relèvement de 5 points de base des taux d'intérêt chaque année par rapport au scénario de référence, le ratio de la dette publique dépasserait 100 % du PIB d'ici à 2045 et continuerait à augmenter. En revanche, des réformes structurelles, par exemple l'indexation de l'âge de la retraite sur les gains d'espérance de vie ou l'amélioration de l'efficacité des dépenses de santé et de soins de longue durée, réduiraient les coûts mais stimuleraient aussi la croissance potentielle. Dans ce scénario de réformes structurelles, le ratio de la dette publique tendrait vers 60 % d'ici à 2035 sans qu'il soit nécessaire d'accroître la pression fiscale.

Graphique 12. La trajectoire de la dette publique est très incertaine



Note : Le scénario de référence suppose que les dépenses liées au vieillissement démographique prévues par le Groupe de travail sur le vieillissement de la population (AWG) de la Commission européenne apparaissent à raison de une pour une dans le solde primaire. La croissance du PIB réel correspond au chiffre des Perspectives économiques de l'OCDE n° 101 jusqu'en 2018 et s'établit à 1.2 % par an par la suite. Le taux d'intérêt effectif est supposé diminuer pour atteindre 1.3 % d'ici à 2022 avant de remonter de façon linéaire à 3 % jusqu'en 2050. Le scénario de « taux d'intérêt élevé » se fonde sur l'hypothèse d'un relèvement de 5 points de base supplémentaires du taux d'intérêt effectif chaque année par rapport au scénario de référence (soit un total de 165 points de base d'ici à 2050). Le scénario de réforme structurelle repose sur le scénario de l'AWG qui indexe l'âge de la retraite sur les gains d'espérance de vie couplé au scénario de dépenses de santé avec maîtrise des coûts (« indexation ») et suppose que la croissance annuelle potentielle est supérieure de 0.3 point de pourcentage.

Source : Calculs reposant sur la base de données des Perspectives économiques de l'OCDE n° 101.

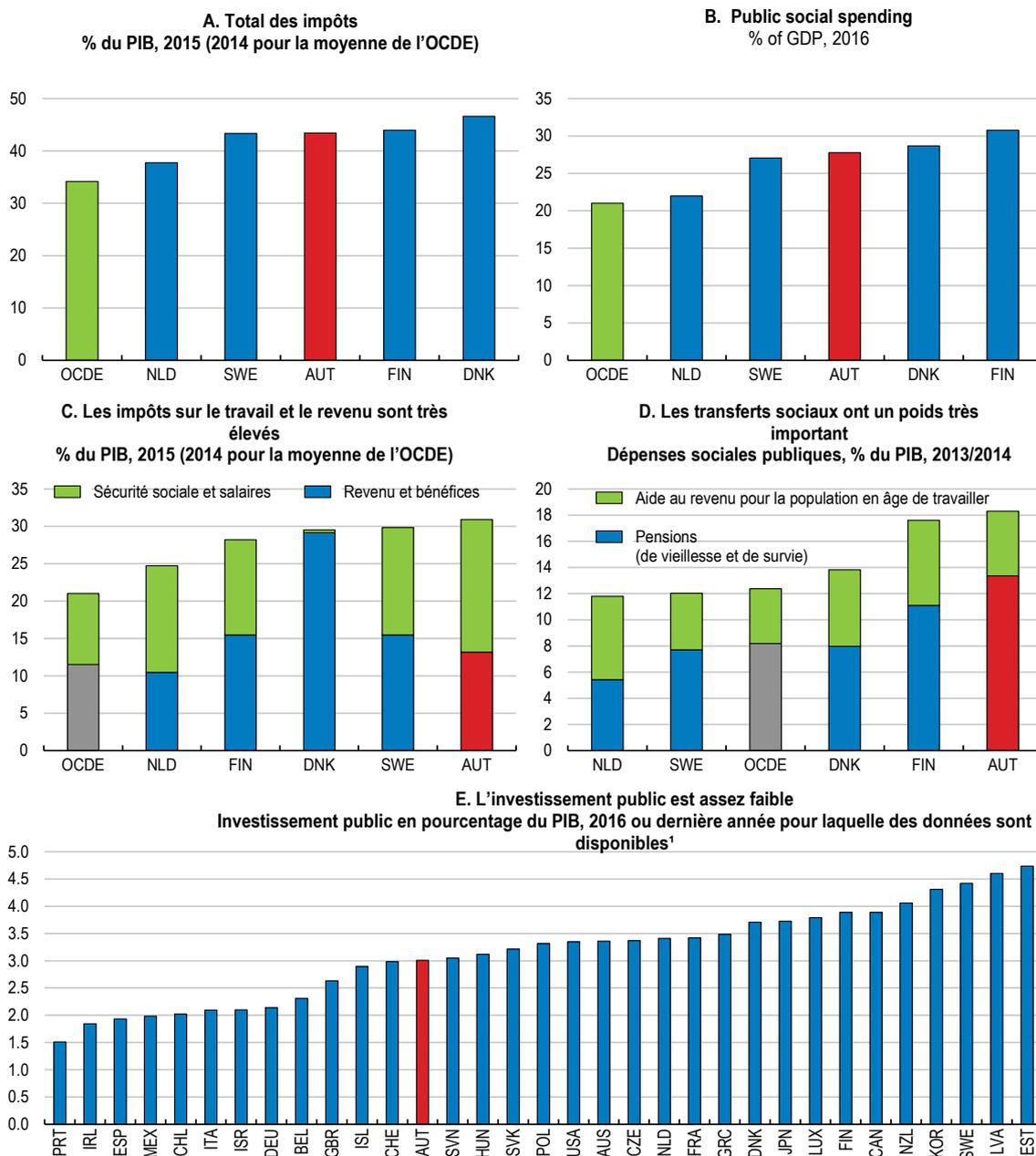
Des réformes budgétaires plus profondes devraient être une priorité de l'action publique

Malgré les récentes réformes, l'Autriche reste en proie à d'autres difficultés budgétaires de longue date. Les dépenses élevées consacrées aux transferts courants limitent les possibilités d'épargne et de réaffectations (OECD, 2011 ; Fischer *et al.*, 2011) vers des programmes qui contribueraient à une société respectant davantage l'équilibre hommes-femmes, avec un meilleur équilibre vie professionnelle-vie privée. Des investissements supplémentaires dans le haut débit accélèreraient la transition vers l'économie numérique. Un examen approfondi des dépenses publiques fournirait des informations utiles sur l'efficacité du secteur public, en particulier dans l'administration publique et la santé (Dutu and Sicari, 2017), où il serait possible de réduire les coûts et d'améliorer la réponse aux besoins des utilisateurs. La contrainte forte dans ces domaines est l'éclatement des responsabilités en matière de financement et de dépenses entre les niveaux d'administration. Les responsabilités sont floues dans de trop nombreux domaines, y compris dans les services fondamentaux que sont l'éducation, la santé et le social. La loi de péréquation financière de 2017 n'a guère permis de régler ce problème.

La fiscalité autrichienne pourrait devenir plus propice à la croissance, à l'emploi et à la cohésion sociale (Köppl and Schratzenstaller, 2015a et 2015b). La réforme fiscale de 2016 a été une étape utile mais

les recettes demeurent trop tributaires des impôts sur le travail et le revenu (graphique 13). Il faudrait orienter la structure des recettes vers les impôts sur la consommation, les taxes environnementales, les

Graphique 13. Les structures des recettes et des dépenses laissent la porte ouverte à des réformes



1. Les données ne sont pas entièrement comparables entre les différents pays. Lorsque les investissements dans les infrastructures routières sont inclus, le ratio de l'Autriche augmente de 1 point de pourcentage.

Source : Base de données des Statistiques des recettes publiques de l'OCDE ; OCDE, Panorama de la société 2016 ; et base de données des Perspectives économiques de l'OCDE.

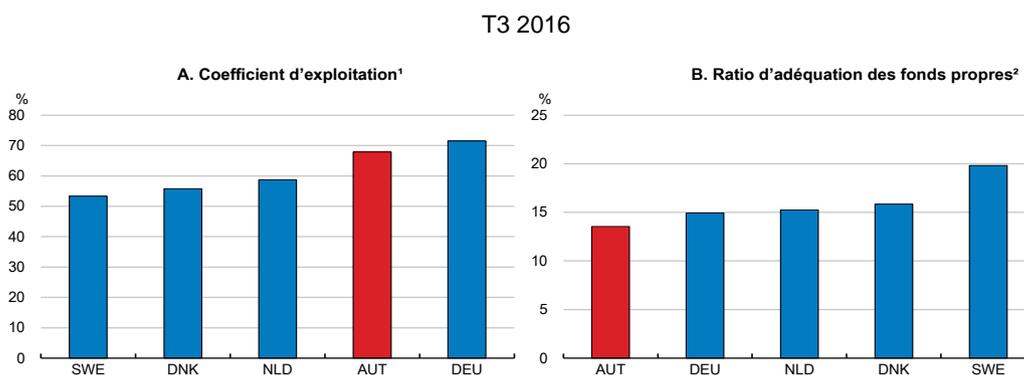
impôts sur la fortune et les droits de succession, ce qui contribuerait aussi à réduire les inégalités de richesse (Brys et al., 2016). Des mécanismes de transferts ciblés permettraient de compenser les éventuelles incidences négatives sur le pouvoir d'achat des ménages à faible revenu des hausses de la fiscalité sur la consommation. Une réforme fiscale globale pourrait avoir des effets très positifs en matière économique et sociale.

Le degré souhaitable de transparence des finances publiques n'a pas encore été atteint. Dans plusieurs domaines, l'exactitude des coûts budgétaires, des engagements conditionnels et des chiffres des dépenses n'est pas parfaitement établie (Fiskalrat, 2016). La transparence est indispensable pour l'élaboration de mesures budgétaires fondées sur des données probantes. L'Autriche devrait imiter les pratiques optimales à l'échelle internationale et saisir les opportunités offertes par les données « individuelles » pour améliorer la transparence des taux d'utilisation et des effets de divers services et transferts publics ainsi que pour renforcer l'administration fiscale. Un objectif capital est de bien contrôler les engagements extrabudgétaires et quasi-budgétaires, en particulier dans le secteur financier (Schich and Kim, 2012). Les réformes se sont attaquées aux importants engagements budgétaires dans le passé découlant des garanties implicites de l'administration fédérale aux établissements financiers contrôlés par les *Länder* (Schich *et al.*, 2014). Les garanties du secteur public au secteur financier et non financier demeurent élevées par comparaison avec les autres pays, malgré une diminution globale de 38 % du PIB en 2012 à 23 % du PIB en 2015 (Eurostat, 2017a).

Une poursuite de la rationalisation est souhaitable dans le secteur financier

Le système bancaire autrichien s'est presque totalement remis de la crise financière. Les bénéfices des banques se sont accrus ces dernières années, malgré les difficultés liées au contexte de taux d'intérêt bas. La rentabilité et la structure de financement des grandes filiales des banques autrichiennes en Europe centrale, orientale et du Sud-Est (CESEE) se sont améliorées. Les créances douteuses et litigieuses ont diminué. Les prêts en devises aux ménages, tout en restant un facteur de risque, ont aussi été nettement réduits depuis qu'ils ont atteint leur plus haut niveau en 2008. Le Conseil de stabilité des marchés financiers (FMSB) a recommandé au Ministère des Finances d'étoffer ses instruments macroprudentiels et a constaté que des critères d'octroi des prêts viables dans l'immobilier sont indispensables pour préserver la stabilité et la croissance (FMSB, 2016). Les tests de résistance pratiqués à l'échelle de l'UE par l'Autorité bancaire européenne en juillet 2016 ont montré que deux grandes banques autrichiennes (Erste et Raiffeisen) disposent de fonds propres adéquats. Dans l'ensemble, les ratios d'adéquation des fonds propres et de rentabilité des banques demeurent inférieurs à ceux des banques européennes comparables (graphique 14). Dans ce contexte, la supervision rigoureuse de tous les établissements bancaires, quelle que

Graphique 14. La rentabilité et la solvabilité des banques sont relativement faibles



1. Rapport entre les dépenses d'exploitation totales et le résultat d'exploitation total des groupes bancaires et banques indépendantes nationaux en incluant les filiales et succursales sous contrôle étranger (UE et hors UE).

2. Rapport entre les fonds propres durs et les actifs pondérés en fonction des risques des groupes bancaires et banques indépendantes nationaux en incluant les filiales et succursales sous contrôle étranger (UE et hors UE).

Source : Banque centrale européenne.

soit leur taille, revêt une importance fondamentale. Les banques souscrivent à la recommandation des organismes nationaux de réglementation d'améliorer leur capacité à assumer des risques en augmentant leur volant de fonds propres applicable au risque à hauteur de 2 % des actifs pondérés en fonction des

risques jusqu'en 2019. Pour ce faire, il semble nécessaire d'améliorer les marges bénéficiaires en augmentant l'efficacité opérationnelle (OeNB, 2017).

Les transformations structurelles dans le secteur bancaire sont moins avancées que dans les pays comparables (encadré 4). La convergence en matière organisationnelle et technologique vers les pratiques optimales à l'échelle internationale est lente. La politique monétaire expansionniste dans la zone euro est transmise dans les faits par les banques et profite à l'économie autrichienne. Cependant, des signes de friction mettent en évidence des coûts excessifs et des retards d'efficacité (graphique 15). Aucun élément n'indique un encadrement du crédit (IMF, 2017) mais une part de rigidité des coûts (taux d'intérêt) de certaines catégories de prêts (partie C) semble indiquer que, lorsque la demande de prêts s'accroît, les obstacles en termes d'efficacité peuvent devenir plus ardues. Une modernisation plus rapide du secteur financier dans son ensemble, avec un développement plus complet de sources de financement titrisé, favoriserait des investissements plus diversifiés par des entreprises grandes, petites et nouvelles sur l'ensemble du territoire (Aiyar *et al.*, 2015).

Encadré 4. Ajustements des capacités dans le secteur bancaire

Le secteur bancaire autrichien se caractérise par un réseau de succursales dense et par une plus forte intensité de main-d'œuvre que dans les pays comparables (OeNB, 2016). Le nombre de salariés est resté proche de son plus haut niveau historique, alors que l'emploi dans le secteur a diminué sensiblement dans les autres pays. En outre, la rémunération par salarié a progressé davantage que la productivité depuis la crise mondiale et les coûts unitaires de main-d'œuvre ont augmenté, ce qui a accentué les pressions sur les coûts bancaires.

Jusqu'à présent, les pressions pour relever de leurs fonctions un grand nombre de travailleurs n'ont pas été fortes. Même les banques en cours de restructuration se sont abstenues de licencier et ont plutôt opté pour le non-remplacement des départs et pour la retraite anticipée. Lorsque l'activité est faible, les banques encouragent traditionnellement leurs salariés à travailler à temps partiel. La protection de l'emploi est solide : de nombreux salariés ont une longue ancienneté et auraient droit à des indemnités de départ élevées s'ils étaient mis à pied.

Les innovations dans le secteur des technologies financières bousculent la banque traditionnelle. Les services bancaires numériques aux particuliers et aux petites entreprises et la gestion financière en ligne fournissent un éventail de produits plus large aux consommateurs à un coût moindre et réduisent la demande de salariés du secteur bancaire. L'arrivée de concurrents des banques traditionnelles sur Internet à moins forte intensité de main-d'œuvre constitue un défi similaire.

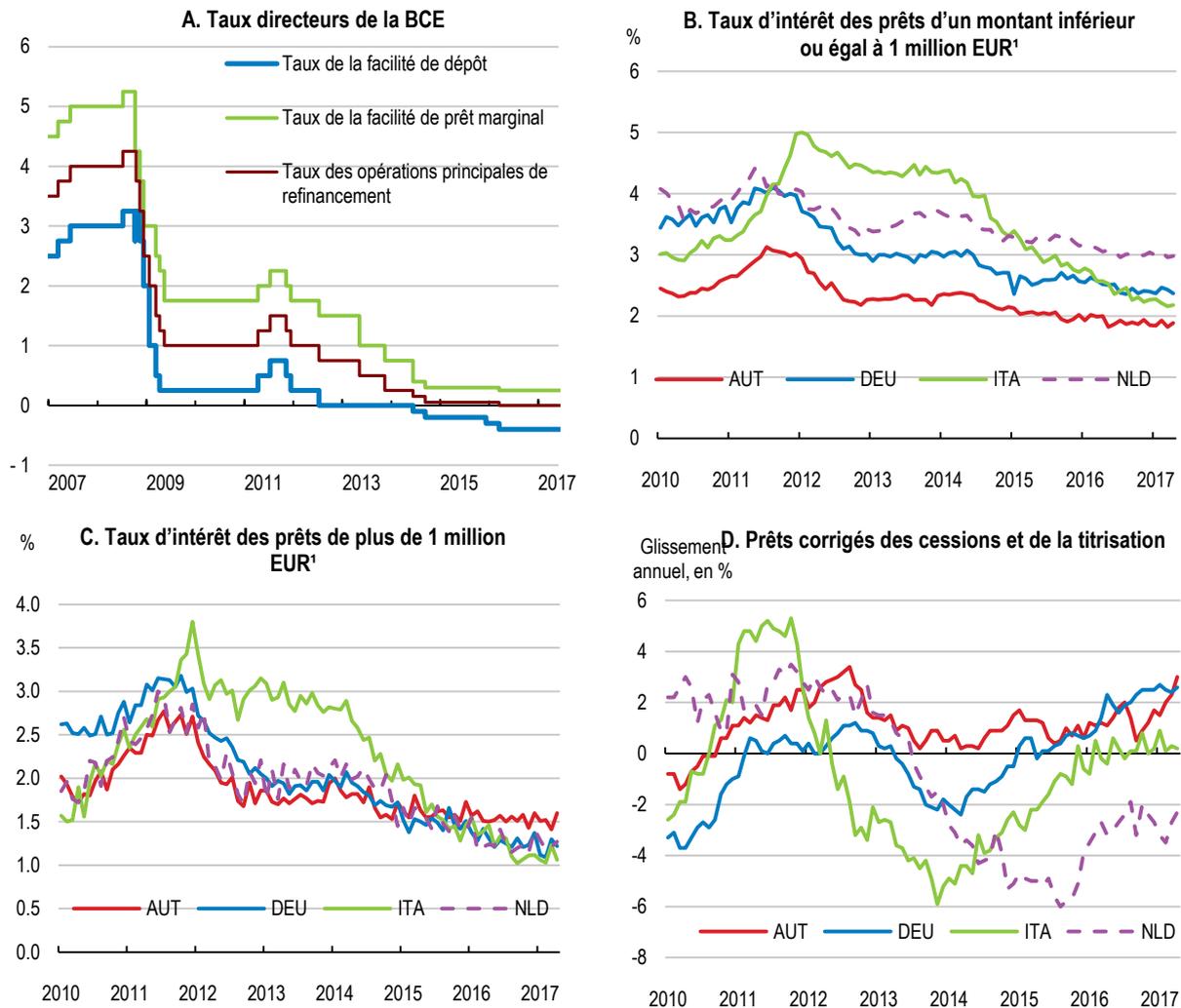
Plusieurs banques autrichiennes ont récemment commencé à annoncer des programmes de restructuration. Österreichische Volksbanken, groupe bancaire coopératif, devrait fusionner les 60 banques de son réseau en huit banques régionales. Environ 2 800 salariés d'UniCredit Austria se sont dits prêts à quitter la banque avec des indemnités de départ majorées. La Banque centrale d'Autriche (OeNB) et le service public de l'emploi (AWS) tablent sur de nouvelles suppressions d'emplois dans le secteur bancaire. Une convention collective signée en mars 2016 comportait une résolution pour créer une « fondation de reclassement » destinée aux salariés du secteur bancaire. Les fondations de ce type assurent la reconversion des travailleurs licenciés afin qu'ils puissent trouver un emploi dans d'autres secteurs. Elles ont été utilisées massivement dans l'industrie sidérurgique dans le passé.

Source : D. Ritzberger-Grünwald, A. Stiglbauer et W. Waschiczek (2016), « *Banking employment in Austria* », in *Financial Stability Report n° 32*, Banque centrale d'Autriche (Oesterreichische Nationalbank), Vienne.

L'adoption des nouvelles technologies financières entraîne la modernisation et la rationalisation des processus et permet de nouvelles baisses des coûts. L'adoption de ces technologies en Autriche est restée pour l'instant assez lente. En 2015, les transactions financières alternatives en ligne (financement participatif, crédit entre particuliers) représentaient environ 1.4 EUR par habitant en Autriche, soit un niveau inférieur à la médiane des pays européens, selon un classement dont la première place est occupée par le Royaume-Uni (65.9 EUR), devant l'Estonie (24.0 EUR) et la Finlande (11.65 EUR) (calculs de l'OCDE, d'après les données du Cambridge Centre for Alternative Finance, 2016). Un environnement réglementaire plus propice à l'innovation dans le secteur des technologies financières (par exemple, l'introduction d'une certaine proportionnalité lors de l'application des exigences réglementaires, de manière à faciliter l'entrée sur le marché de petites entreprises de services) pourrait favoriser cette transition tout en stimulant la concurrence et l'innovation dans le secteur bancaire. La Suisse a ainsi

proposé de modifier ses lois bancaires afin d'assouplir son cadre réglementaire et de réduire les barrières à l'entrée pour les entreprises innovantes du secteur (typiquement, des plates-formes de financement participatif et d'autres entreprises du secteur dont l'objectif n'est pas de fournir l'ensemble des services bancaires classiques, notamment la transformation d'échéances). La Lettonie a pour sa part préparé une réglementation des activités de financement alternatif qui promet d'être l'une des plus abouties en Europe. D'autres pays ont mis en place des « bancs d'essais réglementaires » (ou « environnements bacs à sable ») qui permettent aux régulateurs d'appréhender plus précisément les avantages et les risques de nouveaux services avant d'en évaluer le déploiement et les exigences réglementaires appropriées. L'Autriche pourrait adopter une telle approche.

Graphique 15. La transmission de la politique monétaire fonctionne bien malgré des signes de friction



1. Nouveaux prêts aux entreprises avec une période de fixation initiale du taux inférieure à un an. Prêts autres que les crédits renouvelables et découverts, facilités de remboursement différé sur carte de crédit et prorogations de crédit sur carte.

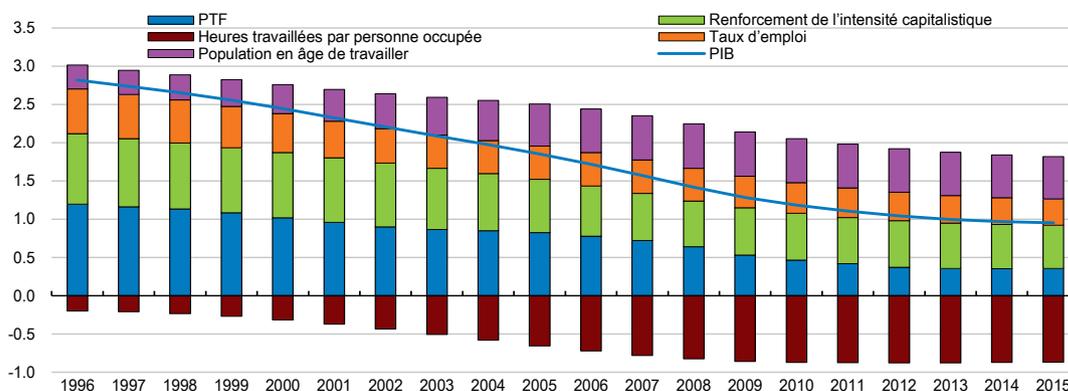
Source : BCE (2017), « Statistiques sur les taux d'intérêt des institutions financières monétaires (IFM) », Entrepôt de données statistiques, Banque centrale européenne.

Améliorer la croissance à moyen terme

À l'instar de la plupart des autres pays développés de l'OCDE, la croissance tendancielle a subi un net ralentissement en Autriche depuis le début du siècle pour passer de 2,5 % en 2000 à environ 1 % en 2015 (graphique 16). La diminution de l'intensité de travail a été un facteur important à l'origine de ce repli. La

baisse du nombre d'heures travaillées par personne occupée explique environ 40 % du recul total de la croissance tendancielle de la production.

Graphique 16. La croissance potentielle s'est affaiblie

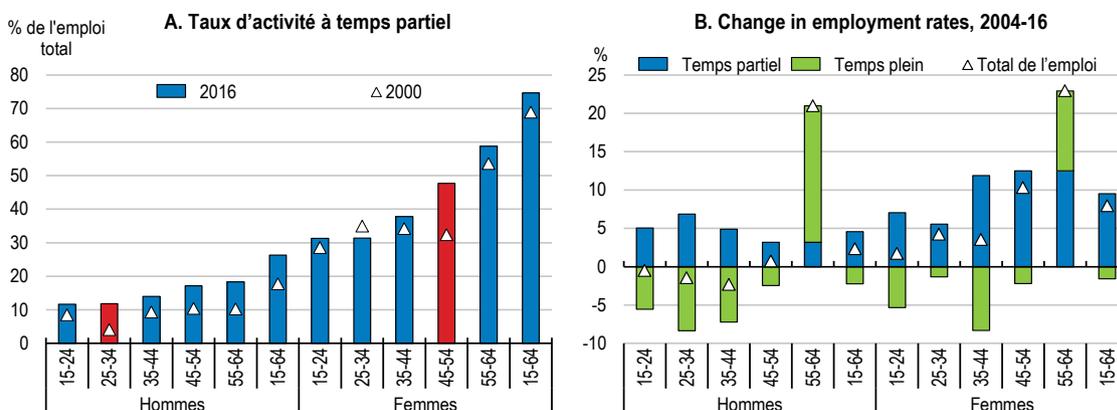


Note : Les séries chronologiques pour le PIB réel, le stock de capital, le nombre d'heures travaillées, l'emploi et la population en âge de travailler ont été lissées à l'aide d'un filtre HP. Les taux de croissance des éléments tendanciels sont mis en évidence.

Source : Calculs d'après la Base de données des comptes nationaux de l'OCDE.

La diminution du nombre moyen d'heures travaillées s'explique en grande partie par le poids plus important du travail à temps partiel (graphique 17, partie A), notamment chez les femmes. L'Autriche affiche la proportion de femmes occupant un emploi à temps partiel la plus élevée (79 %) dans l'OCDE après le Luxembourg. Le traitement fiscal favorable appliqué aux heures supplémentaires (qui sont essentiellement réalisées par des hommes) contribue à ce déséquilibre hommes-femmes en termes d'heures de travail. Le basculement le plus marqué vers le temps partiel s'est produit pour les femmes d'âge très actif qui élèvent des enfants. Des investissements plus nombreux dans des structures d'accueil des jeunes enfants et des établissements scolaires à temps complet aideraient les parents, en particulier les femmes, à passer d'un emploi à temps partiel à un emploi à temps plein, ce qui contribuerait ainsi à une plus grande égalité des chances entre les hommes et les femmes et stimulerait la croissance à moyen terme. Les progrès sur le front des réformes qui favorisent l'égalité entre les sexes ont été limités depuis 2015 (tableau 3).

Graphique 17. Le taux d'activité a augmenté mais surtout dans les emplois à temps partiel



Source : Base de données des comptes nationaux de l'OCDE ; et Office statistique autrichien, microrecensement.

Comme le recommandait l'Étude économique de l'Autriche de 2015 (OECD, 2015c), l'instauration par la loi d'un droit à une place dans les centres d'accueil et les écoles à temps complet et la multiplication des investissements dans ces structures permettraient de concilier emploi à temps plein et responsabilités familiales. À ce jour, la décision d'abandonner les cours regroupés en demi-journées pour proposer un

enseignement à temps complet est confiée aux gouvernements régionaux, après consultation des conseils d'établissement concernés. Plusieurs paramètres entrent alors en ligne de compte, notamment un critère d'effectif minimum, mais aussi la nature des infrastructures en place et la présence de structures de garde alternatives. En janvier 2017 a été adoptée la loi relative aux investissements pour l'éducation (*Bundesgesetz über den weiteren Ausbau ganztägiger Schulformen – Bildungsinvestitionsgesetz*), qui prévoit de consacrer 750 millions EUR supplémentaires pour étendre l'enseignement à temps complet à hauteur de 270 000 nouvelles places créées d'ici à 2025. En outre, la sensibilisation à la nécessité d'une convergence du travail rémunéré et non rémunéré entre les hommes et les femmes, notamment à travers l'ajustement des incitations fiscales et la promotion de modes flexibles d'organisation du travail, contribuerait aussi à réduire l'écart de rémunération entre hommes et femmes. Les effets positifs sur l'équilibre vie professionnelle-vie privée et sur la croissance économique peuvent être considérables, comme le montre l'Étude économique de 2015 (OECD, 2015a).

Tableau 3. Recommandations antérieures visant à favoriser l'égalité hommes-femmes et mesures prises

<i>Recommandation de l'Étude économique de 2015</i>	<i>Mesures prises</i>
Stimuler les investissements dans les structures d'accueil des jeunes enfants de grande qualité. Améliorer l'accès aux établissements scolaires et aux centres d'accueil à temps complet. Envisager d'instaurer un droit d'accès à ces services en vertu de la loi.	La « loi relative aux investissements pour l'éducation » adoptée en janvier 2017 consacrerait 750 millions EUR supplémentaires pour développer l'enseignement à temps complet jusqu'en 2025. Pour la période 2014-17, le gouvernement fédéral a augmenté de manière significative les dotations affectées versées aux <i>Länder</i> pour financer les services de garde d'enfants.
Réduire l'imposition implicite du passage d'un emploi marginal ou à temps partiel à un emploi à temps plein et remplacer la déduction fiscale applicable aux ménages à un seul apporteur de revenu par des transferts ciblés sur les familles démunies.	Aucune depuis la réforme fiscale de 2015/16.
Transformer l'allocation de garde d'enfants et le congé parental en un compte unique d'éducation qui permet aux parents de répartir librement dans le temps leur absence du travail. Réserver une part importante de ce compte (33 % au minimum) à l'usage exclusif des pères de famille.	Depuis mars 2017, les familles peuvent bénéficier du nouveau mécanisme d'allocations forfaitaires de garde d'enfants de manière souple, sur une durée comprise entre 456 et 1063 jours. La fraction réservée exclusivement aux pères a été portée à 20 % (contre 16,5 % précédemment). Les parents qui demandent à bénéficier de l'allocation en répartissant entre eux de manière égale ou quasi égale la période couverte (à savoir, selon un ratio allant de 50/50 à 60/40), perçoivent chacun un versement ponctuel de 500 EUR au titre de la « prime conjoint ». Les pères actifs qui prennent un congé de paternité immédiatement après la naissance de l'enfant reçoivent une indemnité (d'environ 700 EUR) appelée « prime pour congé familial ».
Sensibiliser l'opinion en informant davantage sur les innovations dans les choix d'études des élèves filles et garçons, le retour anticipé des mères de famille au travail à temps plein et la participation des pères à la garde et aux tâches ménagères.	Plusieurs initiatives ont été prises pour limiter les stéréotypes sexuels dans les choix d'études. Par exemple, la possibilité de choisir entre différents types de cours d'artisanat a été supprimée afin d'éviter la reproduction de stéréotypes. Le nouveau droit à un congé paternité (cf. ci-dessus) est susceptible de changer les mentalités dans le sens d'un partage plus équitable des responsabilités en matière de garde. La campagne baptisée « Du temps pour votre enfant » et la brochure correspondante ont été conçues pour attirer l'attention des pères sur ce sujet et les sensibiliser au congé parental.
Élaborer une vaste base de données sur les transferts sociaux ou une enquête par panel exhaustive pour évaluer l'impact d'autres dispositifs de politique familiale sur l'offre de main-d'œuvre, le recours aux structures d'accueil des jeunes enfants et leur coût net pour le budget, et ajuster les trains de mesures en fonction de ces informations.	Aucune.

Note : EE = Étude économique de l'Autriche, 2015 ; OC : Objectif croissance 2017.

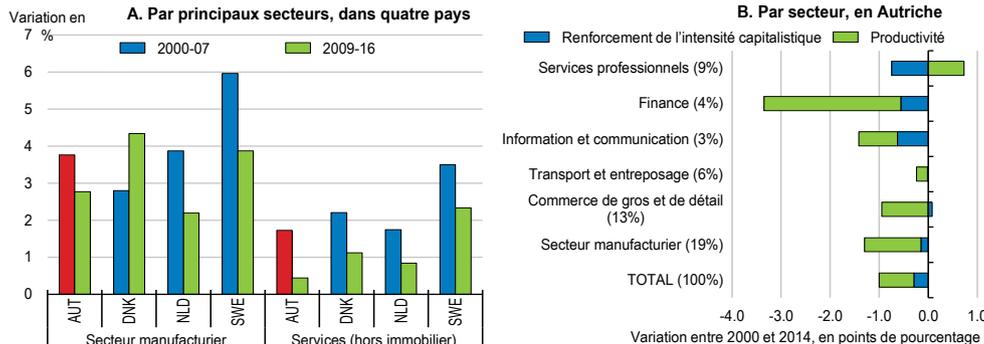
En Autriche, l'âge effectif de départ en retraite a été relevé de plus de deux ans entre 2010 et 2016, sous l'effet des réformes limitant les voies d'accès anticipé à la retraite et améliorant les perspectives d'emploi des seniors. Toutefois, l'écart entre les hommes et les femmes demeure l'un des plus importants dans l'OCDE, ce qui s'explique pour l'essentiel par une grande différence d'âge légal de la retraite (60 ans pour les femmes et 65 ans pour les hommes). Le taux d'activité des seniors (55-64 ans) reste nettement inférieur à celui des pays comparables (46 %, contre 75 % en Suède, 73 % en Suisse, 65 % au Danemark ou 62 % aux Pays-Bas). Pour stimuler l'employabilité des seniors, un développement des compétences s'impose, défi qui est d'autant plus difficile à relever en raison des bouleversements qui vont de pair avec la généralisation du numérique et des possibilités de délocalisation à l'étranger offertes par la mondialisation. Il est indispensable de sensibiliser l'opinion aux effets positifs d'une activité accrue des personnes âgées pour faire évoluer les mentalités, adapter les conditions de travail et concilier travail et impératifs de formation tout au long de la vie. Des chèques-formation ciblés, par exemple pour une formation de base au numérique, pourraient se révéler utiles pour accompagner ce processus.

Stimuler l'innovation et la productivité

Le ralentissement de la productivité du travail, variable selon les secteurs, a été plus prononcé dans les services que dans le secteur manufacturier (graphique 18). Ses causes ne sont pas bien comprises, mais il semble que le fléchissement de la croissance du stock de capital par rapport à la production (le renforcement de l'intensité capitalistique) y ait contribué. Diverses explications sont avancées, notamment le ralentissement des investissements dans les technologies de l'information et des communications (TIC) après le pic observé vers l'année 2000 ; le vieillissement de la population, qui s'accompagne d'une réduction de l'épargne globale et des possibilités d'investissement dans le pays ; et la faiblesse de la demande globale et la vulnérabilité des bilans depuis la crise financière mondiale, qui viennent encore freiner l'envie d'investir. Autre explication possible, la transformation numérique a peut-être induit des besoins d'investissement moins importants que les vagues d'innovation antérieures, car les nouveaux modèles économiques liés aux données massives ou au cybercommerce sont moins tributaires des investissements que des économies de réseau et de l'accès aux services de soutien. Les marchés des plateformes favorisent également une utilisation plus efficiente du capital existant, comme la location ou la cession d'actifs sous-utilisés (par exemple, AirBnB ou e-bay). Cet avantage est peut-être annulé en partie par les taux d'amortissement plus élevés des nouveaux types d'investissement, comme les logiciels et les bases de données, et il est possible que la mesure du capital intellectuel dans les comptes nationaux sous-estime les investissements incorporels, et fasse par conséquent apparaître un renforcement moins important de l'intensité capitalistique (OECD, 2016a).

Selon les informations partielles disponibles, le taux de rotation des entreprises (entrée et sortie d'entreprises) semble plus bas en Autriche que dans des pays comparables selon, ce qui peut ralentir le processus de « destruction créatrice » qui conduit les entreprises les plus productives à remplacer celles qui le sont le moins (OECD, 2016b). Selon le même ensemble de données, la part des créations nettes d'emplois chez les nouveaux entrants dans l'emploi total était parmi les plus faibles des pays de l'OCDE, même si leur taille était en moyenne plus élevée que dans les pays comparables. Les entreprises affichent un rythme de croissance plus lent que dans les pays comparables et, toujours selon les mêmes données, leur taux de survie est inférieure à la moyenne (Calvino *et al.*, 2015). Par ailleurs, l'Autriche affiche également la part la plus faible de femmes investisseuses de tous les pays de l'OCDE, ce qui est encore là un indice d'utilisation sous-optimale du capital humain et d'une inégalité des chances (OECD, 2016b). De plus, selon le Tableau de bord de la science, de la technologie et de l'industrie de l'OCDE, les PME sont en Autriche infiniment moins innovantes que les grandes entreprises, en particulier en termes de marketing et d'organisation, et les entreprises autrichiennes sont moins spécialisées dans les secteurs à forte intensité technologique, comme les nanotechnologies, les biotechnologies ou les TIC (OECD, 2015c). Dans ce contexte, les responsables de l'action publique ont lancé depuis peu plusieurs initiatives pour promouvoir les activités en démarrage en Autriche (ABA, 2017).

Graphique 18. Croissance de la productivité du travail, par secteur



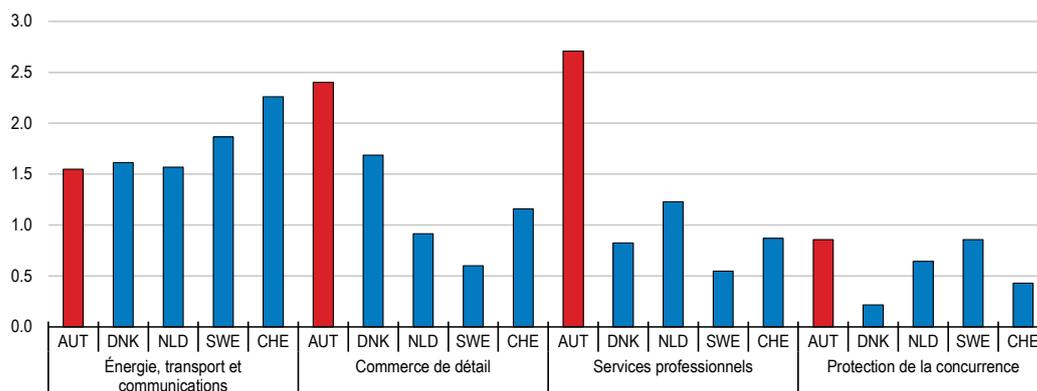
Note : partie A : taux de croissance annuels de la valeur ajoutée brute par heure travaillée, en prix constants. Partie B : contribution de la croissance tendancielle de la productivité du travail à la variation des taux de croissance entre 2000 et 2014, pour les principaux secteurs en Autriche.

Source : Base de données de l'OCDE sur la productivité ; comptes de la croissance et de la productivité de la base de données EU-KLEMS.

Pour atteindre cet objectif, les pouvoirs publics devront relever un certain nombre de défis. D'abord, le financement des activités d'investissement dépend encore excessivement des sources internes dans les petites entreprises, le gros du financement externe provient de prêts bancaires, et le capital-risque et les autres formes de financement sur capitaux propres sont rares (European Investment Bank, 2017). Ensuite, malgré certains progrès récents (tableau 4), les services professionnels demeurent soumis à une réglementation stricte (graphique 19), en particulier par le biais du nombre d'activités exclusivement ou partiellement réservées à une profession, des obligations d'adhésion à des chambres des métiers, et de critères de formation exigeants. La mise à jour par l'OCDE en 2018 des indicateurs de réglementation des

Graphique 19. Le commerce de détail et les services professionnels demeurent soumis à une réglementation excessive

Indice variant sur une échelle de 0 à 6, du degré de restriction le plus faible au plus élevé, 2013



Source : OCDE (2013), Base de données de l'OCDE sur la réglementation des marchés de produits, www.oecd.org/economy/pmr.

marchés de produits permettra de réévaluer l'exposition des entreprises autrichiennes aux nouveaux entrants et à la concurrence, sur le fondement de comparaisons internationales. De récentes réformes concernant la reconnaissance de professions et de qualifications professionnelles d'autres États membres de l'UE devraient contribuer à alléger cette charge réglementaire. Enfin, le commerce de détail est soumis à des contraintes analogues, notamment la multitude de licences et permis nécessaires pour s'engager dans

Tableau 4. Recommandations antérieures visant à promouvoir la croissance

Recommandation de l'étude économique de 2015	Mesures prises
<p>Réduire encore le coin fiscal sur le travail des bas revenus en exonérant, en tout ou partie, les revenus de cette catégorie de salariés des cotisations de sécurité sociale, en finançant celles-ci par un élargissement de la base d'imposition et une majoration des taxes sur la consommation et l'environnement et des taxes sur les biens immobiliers (EE, OC).</p>	<p>En complément aux mesures prises dans le cadre de la réforme fiscale entrée en application en 2016, abaissant le taux appliqué à la tranche d'imposition la plus basse, la fiscalité sur les salaires sera réduite progressivement sur la période 2016-2018 : la contribution de l'employeur au Fonds de péréquation des charges familiales est réduite de 0.4 point de pourcentage en 2017 et encore de 0.2 point de pourcentage en 2018. Les entreprises qui emploient plus de travailleurs âgés que la moyenne de leur secteur sont admissibles à une réduction supplémentaire de 0.1 point de pourcentage en 2018.</p>
<p>Aligner l'âge légal de la retraite des femmes sur celui des hommes. Supprimer l'ensemble des dernières aides à la retraite anticipée. Durcir les conditions d'attribution des pensions d'invalidité, y compris pour les personnes âgées de plus de 50 ans, et aider les travailleurs en invalidité partielle à faire un meilleur usage de leur capacité de travail résiduelle. Prendre en compte l'évolution de l'espérance de vie plus directement dans les paramètres du régime de retraite (OC).</p>	<p>Aucune mesure n'a été prise (conformément à la loi de 1992, l'âge légal de la retraite sera repoussé de six mois chaque année à compter de 2024, ce qui permettra d'atteindre cet objectif à l'horizon 2033).</p>
<p>Réduire les obstacles à la concurrence dans les services, en allégeant la réglementation d'accès au marché, en levant les restrictions imposées aux participations au capital et aux droits de vote des investisseurs étrangers et en renforçant les pouvoirs d'enquête des autorités de la concurrence (EE, OC).</p>	<p>En juillet 2016 est entrée en vigueur la loi sur la reconnaissance et l'évaluation (AuBG), qui facilite et harmonise les procédures de reconnaissance et d'évaluation des qualifications professionnelles obtenues à l'étranger. Une modification récente du droit de la concurrence a étendu les pouvoirs de contrôle de l'Autorité nationale de la concurrence (concernant les données électroniques, notamment stockées sur des serveurs externes ou dans un nuage). Le budget 2017 de l'Autorité de la concurrence a été augmenté de 2 millions EUR.</p>
<p>Faire que les écoles et les filières éducatives soient plus ouvertes à tous. Encourager la socialisation précoce ainsi que le développement linguistique et cognitif des enfants issus de milieux défavorisés afin d'améliorer la mobilité intergénérationnelle dans l'éducation (EE).</p>	<p>Pour faciliter la transition de la maternelle à l'école primaire, le Parlement a adopté en 2016 des dispositions prévoyant l'échange de données sur les besoins éducatifs entre les établissements concernés (« Bildungskompass »). Depuis 2016, des sessions d'information et de conseil concernant les garderies sont obligatoires pour les parents et les enfants, lorsque ces derniers ne sont pas inscrits en école la maternelle. De 2016 à 2018, des financements additionnels importants sont alloués pour augmenter les effectifs d'enseignants, de travailleurs sociaux et de psychologues scolaires afin de promouvoir l'apprentissage linguistique et l'intégration des réfugiés à l'école, et de proposer des cours spécifiques pour les adultes. Les initiatives « Territoires modèles d'inclusion » lancées dans trois <i>Länder</i> (Styrie, Carinthie, Tyrol) mettent l'accent sur l'inclusion dans le système scolaire des enfants qui présentent des besoins éducatifs spéciaux. En 2017, une stratégie nationale destinée à améliorer la dimension sociale et l'inclusion dans l'enseignement supérieur a été lancée.</p>
<p>Encourager les fusions entre communes pour exploiter les économies d'échelle. Aligner les prérogatives en matière de dépenses et de financement aux différents échelons de l'administration en conférant plus d'autonomie fiscale aux échelons infranationaux (EE).</p>	<p>La coopération entre communes est inscrite dans la loi de péréquation budgétaire de 2017. L'autonomie fiscale permettant percevoir la contribution au Fonds d'aide au logement (<i>Wohnbauförderungs-beitrag</i>, soit actuellement 1 % de la masse salariale) est transférée de l'administration fédérale aux <i>Länder</i> à compter de 2018.</p>

Note : EE = Étude économique de l'Autriche, 2015 ; OC : Objectif croissance 2017.

une activité commerciale et une réglementation rigide des heures d'ouverture des magasins. Les obstacles réglementaires à la concurrence dans le tertiaire se répercutent sur le secteur manufacturier (Égert and Wanner, 2016), ce qui pourrait expliquer la médiocrité récente des résultats à l'exportation. Depuis avril 2015, une nouvelle réglementation exempte des procédures d'autorisation les petits établissements ne présentant pas de danger (les détaillants occupant une surface de moins de 200 m²), ce qui allège la charge administrative du secteur du commerce de détail. Adoptées en 2017, la loi relative à la déréglementation et la loi sur les principes de déréglementation visent à alléger la charge bureaucratique, notamment en proposant des services d'administration en ligne (communications, dépôt de documents et réponses aux appels d'offres par voie électronique). Enfin, la déréglementation a bien progressé dans les industries de réseau.

La baisse séculaire de la croissance de la productivité totale des facteurs, comme dans la plupart des pays avancés, est de plus en plus liée à une dispersion croissante de la productivité entre les entreprises résultant du ralentissement de la diffusion de l'innovation et d'une dynamique du « tout au gagnant » (Andrews *et al.*, 2016). Les entreprises à la frontière ont tiré parti de la transformation numérique et de leur participation aux chaînes de valeur mondiales, tandis que les entreprises à la traîne ont de plus en plus de mal à suivre. La faiblesse des taux de rotation des entreprises fait augmenter les coûts économiques, en particulier si des entreprises qui ne sont pas viables survivent artificiellement ou si des régimes d'insolvabilité inefficients rendent trop coûteuse la sortie des entreprises et affaiblissent la culture de la prise de risques (Adalet McGowan *et al.*, 2017). Les autorités estiment que le cadre de l'insolvabilité est globalement efficace, affichant un taux de recouvrement des biens des entreprises en cessation de paiement de plus de 33 %, et des procédures d'insolvabilité relativement brèves, d'un an à un an et demi, même si les coûts administratifs liés à ces procédures sont assez élevés, atteignant 10 % de la masse, contre 5 % pour les pays comparables, selon les indicateurs de l'enquête *Doing Business* de la Banque mondiale. Le droit des faillites de particuliers, récemment amendé, est maintenant moins pénalisant pour les entrepreneurs défaillants ; de plus, des travaux en cours visent à renforcer du régime de solvabilité. Le stock de garanties publiques aux entreprises est également plus élevé que dans les pays comparables, ce qui nécessite un suivi attentif de leur impact sur la discipline du marché du crédit et l'allocation des capitaux de qualité. Une part importante de ces garanties concerne les crédits à l'exportation, et il y a lieu de se féliciter de l'adoption d'une loi récente qui abaisse leur plafond de 50 à 45 milliards EUR.

Tirer parti des possibilités du numérique et en maîtriser les enjeux

Les mesures susmentionnées, destinées à renforcer la croissance potentielle et la cohésion sociale, en stimulant l'innovation et la productivité d'une part et en promouvant l'égalité des chances sur le marché du travail d'autre part, devront être mises en œuvre dans le contexte de la révolution numérique. L'étendue et la profondeur de la transformation numérique appellent un programme d'action intégré, qui permette de tirer parti des possibilités offertes par cette transformation, mais aussi d'en maîtriser les enjeux. Globalement, l'Autriche ne fait à cet égard pas partie des pays de l'OCDE les plus avancés, mais elle intensifie ses efforts, comme en témoigne la Feuille de route numérique très complète annoncée en janvier 2017 (encadré 5). L'expérience de l'OCDE donne toutefois à penser que cette feuille de route pourrait être complétée par des objectifs et échéances spécifiques de mise en œuvre, et par des réformes des marchés de produits (règles de concurrence) et du marché du travail, ainsi que par des réformes fiscales plus fondamentales (OECD, 2017b).

Encadré 5. La Feuille de route numérique de l'Autriche

Le gouvernement autrichien a présenté en janvier 2017 une Feuille de route numérique destiné à « définir la voie à suivre vers un avenir numérique et à positionner l'Autriche parmi les pays les plus innovants en matière de transformation numérique ». La stratégie ainsi formulée a pour but d'intégrer différentes politiques sectorielles et d'en assurer la coordination au niveau des parties prenantes (pouvoirs publics, partenaires sociaux, entreprises, universités et société civile). Elle souligne : i) que chacun, en Autriche, doit être en mesure de participer à la transformation numérique et qu'il faut combler le fossé numérique ; ii) que la formation au numérique doit commencer à un stade aussi précoce que possible, et qu'aucun jeune ne doit quitter son établissement d'enseignement sans y avoir acquis des compétences numériques ; et iii) qu'étant donné que la transformation numérique engendre de nouveaux modèles économiques et de nouvelles formes d'organisation du travail, il est nécessaire d'y adapter le cadre législatif et réglementaire. La stratégie vise à faire de l'Autriche un pôle de premier plan de l'économie numérique. La Feuille de route énonce 12 objectifs primordiaux :

- Éducation : encourager les femmes à se spécialiser dans le domaine des sciences, des technologies, de l'ingénierie et des mathématiques (STIM) ; renforcer les compétences numériques des enseignants ; utiliser des outils éducatifs innovants et des logiciels libres dans les écoles, universités et établissements de formation tout au long de la vie. Une stratégie numérique pour l'éducation et la formation (École 4.0) sera mise en œuvre à partir de l'année scolaire 2017-18.
- Infrastructure : mettre en place une infrastructure numérique haut débit et mobile de pointe (5G) ; combler le fossé infrastructurel entre zones urbaines et zones rurales.
- Recherche et innovation : se positionner comme leader en matière d'innovation dans le domaine des technologies numériques ; continuer d'appuyer la R-D privée en mettant l'accent sur les technologies numériques.
- Secteurs des entreprises : améliorer les conditions-cadres pour les start-ups ; mettre des guichets numériques uniques à la disposition des entrepreneurs ; aider les PME à « penser numérique », notamment en adaptant leur programme d'apprentissage.
- Emploi et travail : relever le niveau des compétences des employés exerçant de nouveaux métiers ; prévoir un filet de sécurité sociale et des mécanismes de participation à la prise de décisions pour les employés engagés dans de nouvelles formes de travail ; adapter le cadre législatif et les sources de financement du système de protection sociale.
- Santé, prise en charge et autres enjeux sociaux : tirer parti des technologies numériques pour fournir les services d'assistance et de prise en charge dans les lieux de vie.
- Environnement, énergie, agriculture et protection du climat : améliorer l'efficacité énergétique grâce aux applications numériques ; promouvoir l'utilisation des compteurs intelligents dans le secteur agricole ; améliorer l'accès au haut débit dans les zones rurales.
- Mobilité et transports : définir un cadre juridique et des règles de sécurité favorables au transport automatisé ; promouvoir les systèmes de gestion de la circulation intelligents.
- Médias et culture : lutter contre les utilisations malveillantes des nouveaux médias ; lutter contre la diffusion de propos haineux dans les médias numériques.
- Intégration et inclusion : généraliser l'éducation et la formation aux TIC ; mettre en place des plateformes de services multilingues.
- Sûreté, sécurité et confiance : renforcer la cybersécurité, notamment en resserrant la coopération internationale ; veiller au respect de normes rigoureuses de protection de la vie privée et du consommateur.
- Politique et administration publique : développer les services de la cyberadministration et les guichets uniques numériques ; promouvoir les données ouvertes, la transparence de l'administration et les logiciels libres.

Un sommet annuel du numérique permettra d'assurer le suivi et l'adaptation en continu de la stratégie. La responsabilité de la mise en œuvre des diverses mesures continuera d'incomber aux différents ministères fonctionnels.

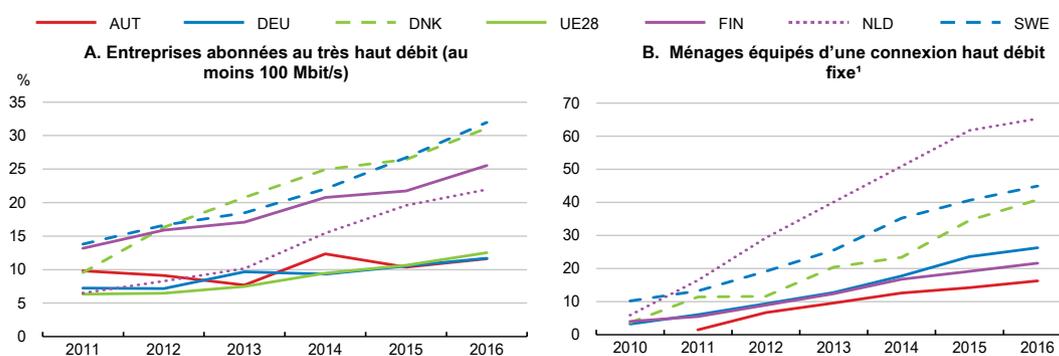
La stratégie a été définie dans l'esprit de la « Stratégie numérique pour l'Europe », de l'UE (EC, 2011), dont les axes sont notamment : i) favoriser la culture et l'intégration numériques ; ii) promouvoir un accès internet rapide et ultrarapide pour tous ; iii) développer les normes ouvertes et l'interopérabilité ; et iv) consolider la confiance et la sécurité dans le cyberspace. Cette stratégie insiste particulièrement sur la formation d'un marché européen numérique unique.

Le numérique, nouvelle frontière

Le numérique a révolutionné le traitement de l'information, la transmission de données et la communication. Les activités économiques faisant largement appel aux techniques numériques pour la production de biens ou de services ou dans l'organisation du travail sont engagées dans de profondes transformations de leurs structures de coûts et de leurs conditions de concurrence. Par rapport aux secteurs traditionnels de la fabrication et des services, en particulier, la baisse des coûts marginaux associée aux produits et services numériques permet aux entreprises et aux plateformes de monter en puissance très rapidement. Les précurseurs peuvent ainsi conquérir une position dominante sur le marché national, puis sur les marchés internationaux. Du côté de la demande, la rapidité avec laquelle l'information circule sur les réseaux sociaux accélère l'émergence de « *superstars* », qui peuvent ainsi plus rapidement asseoir leur réputation et avoir accès aux marchés financiers – ce qui favorise encore la croissance des leaders. Ces évolutions ne sont toutefois pas sans causer de difficultés, notamment en engendrant des fluctuations plus marquées qu'auparavant de l'emploi et de la demande de compétences au niveau de l'entreprise.

La révolution numérique nécessite une infrastructure physique adéquate, à commencer par l'internet haut débit, qui est bien développé en Autriche. Il reste que les composantes les plus perfectionnées de l'infrastructure, nécessaires aux nouvelles générations de services traitant des volumes élevés de données y sont relativement peu utilisées par les entreprises et les ménages. Malgré l'attractivité des tarifs des services, à peine un peu plus de 10 % des entreprises autrichiennes étaient abonnées au très haut débit (100 Mbit/s ou plus) en 2016 et 15 % des ménages au « haut débit pour particuliers » (30 Mbit/s ou plus), soit trois à quatre fois moins que dans d'autres petits pays européens à revenu élevé (graphique 20). Cet écart semble davantage s'expliquer par une demande relativement faible de services numériques de pointe émanant des entreprises et ménages autrichiens que par une insuffisance au niveau des infrastructures en place. Néanmoins, les faiblesses physiques du réseau (présence limitée de la fibre sur les connexions longue et courte distance, et part importante de la paire de cuivre sur le « dernier kilomètre ») composent un environnement moins favorable à l'innovation infrastructurelle. Des investissements publics plus massifs dans le réseau fibre (comme le prévoit un nouveau plan du haut débit) et une politique plus active favorisant la concurrence entre prestataires de services permettraient de rapprocher l'infrastructure numérique de l'Autriche des normes des pays comparables.

Graphique 20. Les infrastructures numériques de pointe sont moins utilisées en Autriche que dans d'autres pays



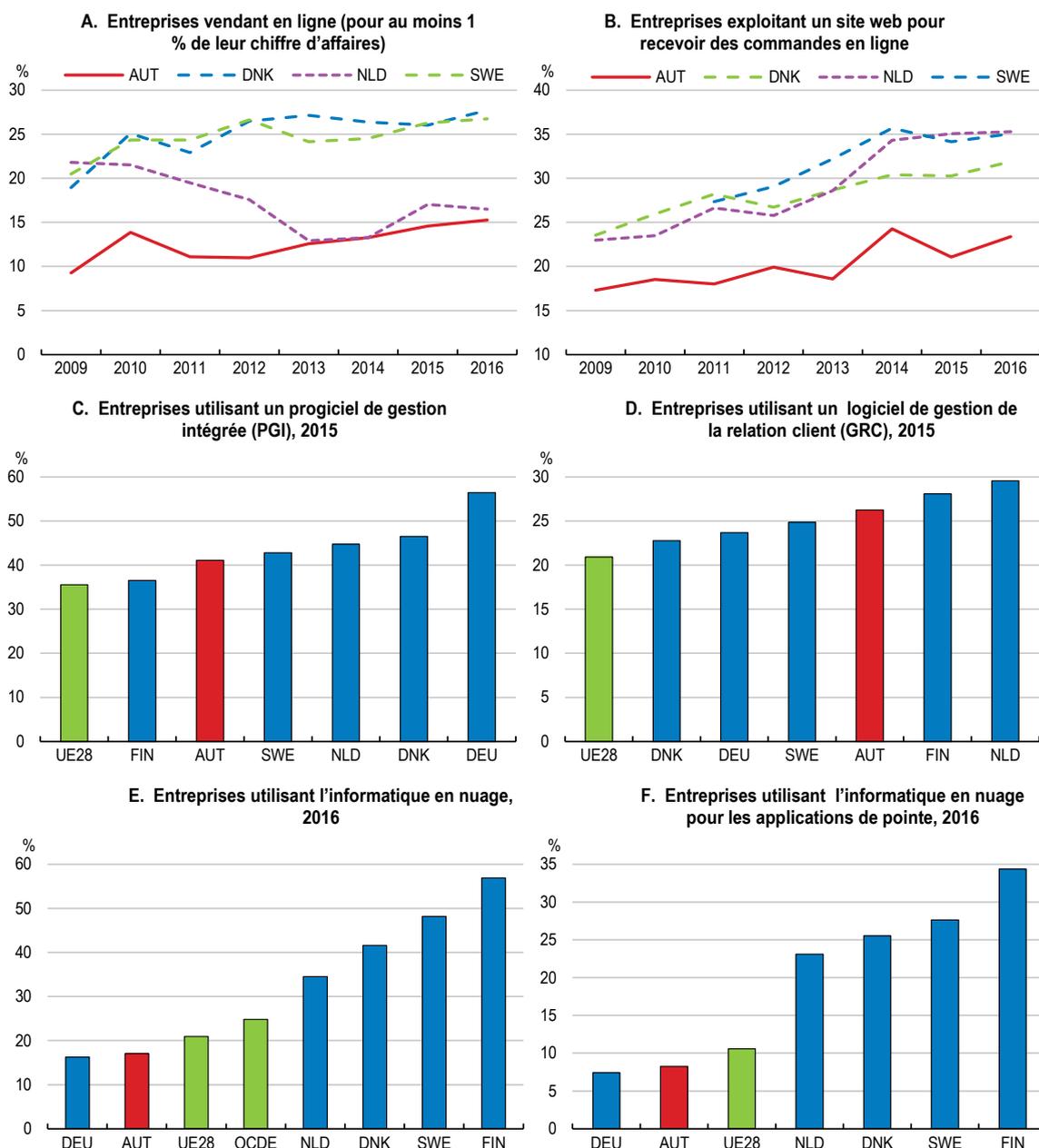
Source : Eurostat.

L'utilisation des applications des technologies de l'information et des communications (TIC) dans les entreprises se situe à peu près au niveau moyen des pays de l'OCDE, mais sauf pour certains domaines, elle est inférieure à celle des pays les plus avancés (graphique 21). La transformation numérique des entreprises paraît légèrement moins avancée que la productivité globale et l'intensité de R-D ne le

laisseraient penser (graphique 22). Cette constatation semble concorder avec le modèle de pays « suiveur » précédemment adopté par l’Autriche en matière de technologie (OECD, 2007) mais ne correspond pas aux efforts déployés par les autorités autrichiennes pour rejoindre le peloton de tête des pays de l’OCDE en matière d’innovation (*Austrian Research and Technology Report*, 2016). Contrairement à ce qui se passerait avec les autres technologies, un retard systématique dans le domaine du numérique est susceptible de causer des blocages cumulatifs sur les plans de la productivité et de la compétitivité des entreprises autrichiennes sur les marchés régis par les avantages d’antériorité et la dynamique du « tout au gagnant » (OECD, 2016a). La Feuille de route numérique reconnaît ce risque et a pour but d’y remédier (encadré 5).

Graphique 21. Les entreprises accusent un retard par rapport à celles des pays comparables en ce qui concerne la plupart des applications des TIC

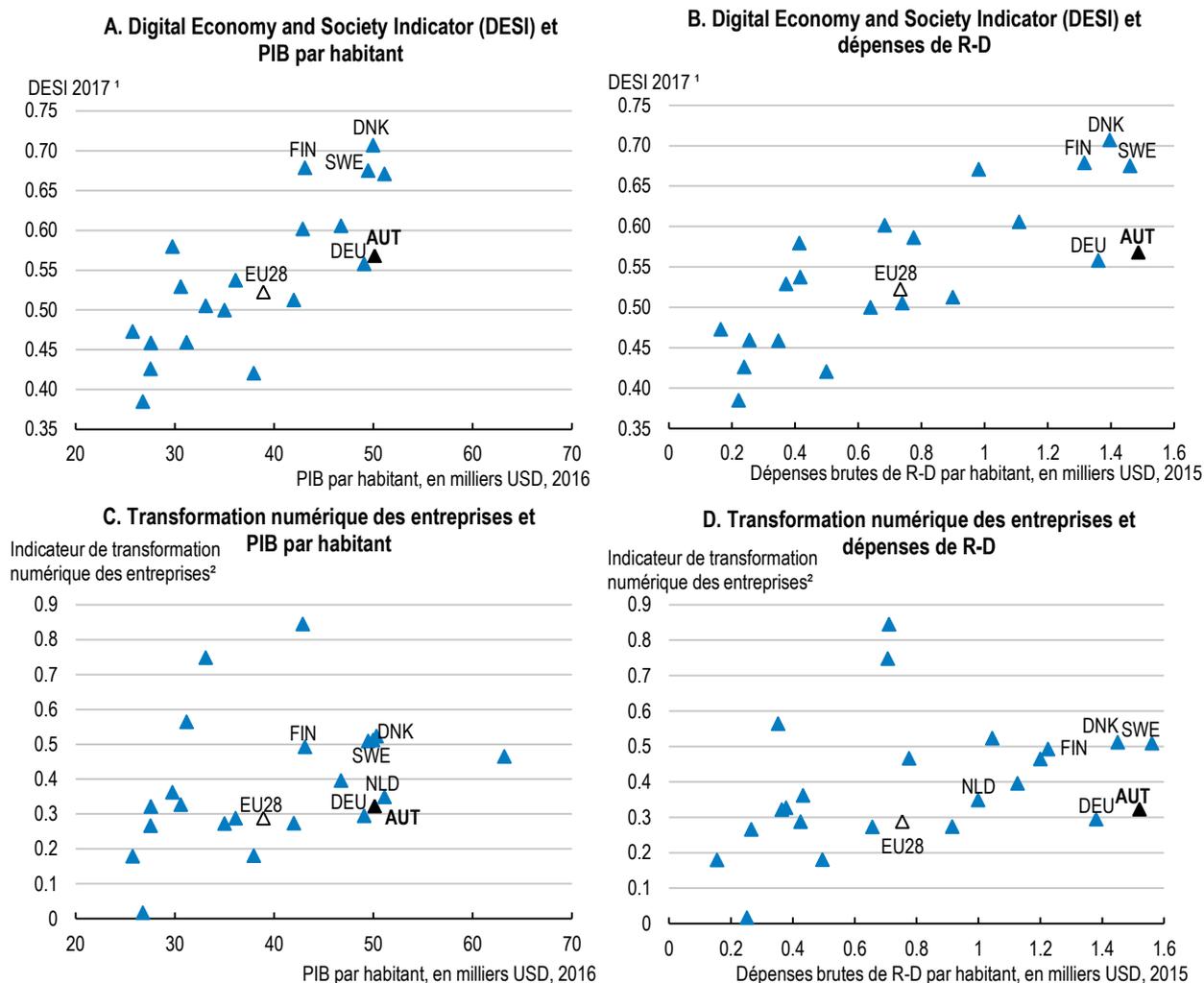
Entreprises non financières, en pourcentage



Source : Eurostat et Perspectives de l'économie numérique de l'OCDE, édition 2017 (à paraître).

L’Autriche a encore des progrès à faire, en particulier dans deux domaines. D’abord, elle doit libérer le potentiel de modernisation technologique et organisationnelle dans les entreprises existantes. Ensuite, il faut stimuler la dynamique des entreprises, c’est-à-dire le taux d’entrée de nouvelles entreprises, le taux de croissance des entreprises qui prospèrent et le taux de contraction et de sortie des entreprises peu productives. Les possibilités d’amélioration ne manquent pas, sur les deux fronts.

Graphique 22. Le degré global de transformation numérique est inférieur aux attentes



1. L'indicateur Digital Economy and Society (DESI) est un indicateur composite de la Commission européenne basé sur i) le déploiement de l'infrastructure haut débit et sa qualité ; ii) la dotation en compétences TIC ; iii) la variété des activités des citoyens dans le cyberspace ; iv) la transformation numérique des entreprises et en particulier des PME ; et v) la transformation numérique des services publics.

2. L'indicateur de la transformation numérique des entreprises se définit comme la part moyenne, en pourcentage, des entreprises qui : i) réalisent en ligne au moins 1 % de leur chiffre d'affaires ; ii) accèdent à l'internet par le haut débit mobile ; iii) achètent des services infonuagiques par l'internet ; et iv) échangent des messages électroniques avec les autorités publiques. Il varie de 0 (faible transformation numérique) à 1 (transformation numérique avancée).

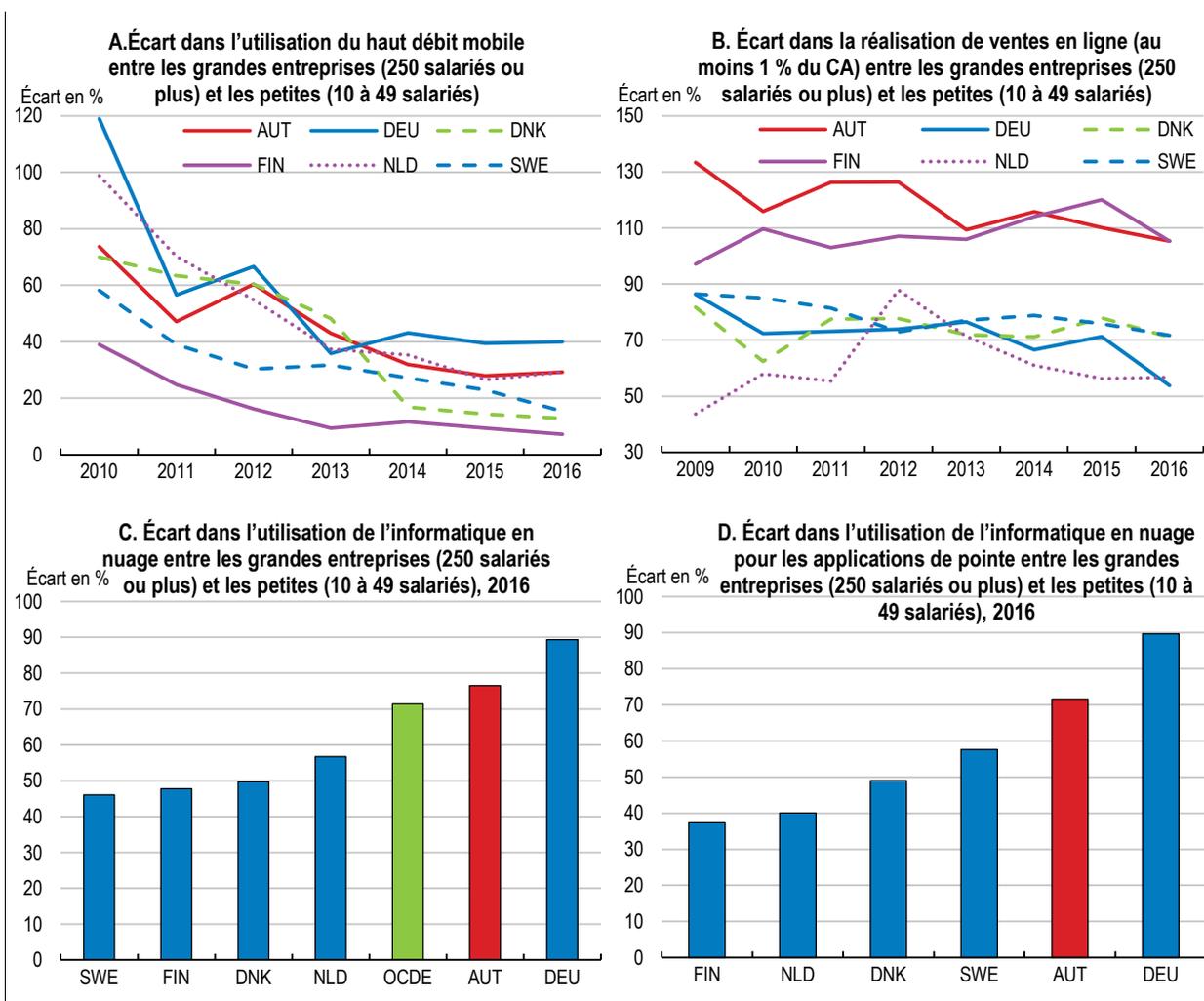
Source : Commission européenne, *Digital Economy and Society Index (DESI) 2017* ; OCDE, base de données sur les comptes nationaux ; OCDE, base de données des Principaux indicateurs de la science et de la technologie ; et calculs de l'OCDE, d'après des données de la Commission européenne.

Certaines entreprises ont une plus grande propension à adopter les TIC que d'autres (DeStefano *et al.*, 2017). Les grandes entreprises (qui ont de fortes capacités d'investissement) et les entreprises de produits et services numériques (qui possèdent davantage de savoir-faire et de capital humain dans ce

domaine) avancent en général rapidement. L'OCDE conclut également que l'utilisation efficace des technologies numériques dépend de l'ampleur du changement organisationnel intervenant dans les entreprises, ainsi que de la qualité de gestion, conditions qui sont plus facilement réunies dans les grandes entreprises (DSTI/CDEP/GD(2017)2). Le retard des grandes entreprises autrichiennes à assimiler les applications des TIC par rapport aux entreprises à la frontière internationale est, de fait, limité. L'écart moyen du secteur des entreprises tient principalement au retard des petites entreprises (graphique 23). Les lacunes en matière de compétences TIC et l'hésitation à adopter de nouveaux modèles économiques pourraient expliquer le fossé numérique global qui sépare les entreprises autrichiennes de celles des pays comparables. La disponibilité limitée du financement sur fonds propres (le financement externe prenant presque exclusivement la forme de prêts bancaires) semble être un autre obstacle aux investissements dans les actifs intellectuels, surtout pour les petites entreprises (Andrews and Criscuolo, 2013).

Graphique 23. Les petites entreprises accusent des faiblesses en matière de TIC

Écart d'utilisation des TIC entre grandes et petites entreprises – Autriche et pays comparables, 2009-16



Note : Pour chaque indicateur, les différences dans les ratios d'utilisation par les grandes entreprises (+ de 250 salariés) et les petites entreprises (de 10 à 49 salariés) sont exprimées en pourcentage du taux moyen d'utilisation par les grandes et les petites entreprises de chaque pays.

Source : Eurostat, et Perspectives de l'économie numérique de l'OCDE, édition 2017 (à paraître).

En Autriche comme dans l'ensemble des pays de l'OCDE, les changements apportés à la réglementation bancaire depuis la crise financière mondiale ont ajouté des contraintes pour l'octroi de prêts

bancaires aux PME. Entre 2007 et 2015, la part moyenne des prêts bancaires dans le bilan des PME autrichiennes est passée de 32 % à 28 % (OCDE, 2016j). Selon une enquête conduite en 2015 par la Chambre de commerce fédérale autrichienne et le Service public pour l'emploi (AWS), près de 9 % des PME avaient déjà employé des modalités alternatives de financement (capital-risque, financements structurés, apports tacites, investisseurs providentiels ou financement participatif) et 24 % d'entre elles envisageaient de le faire à l'avenir (OCDE, 2016j).

On l'a vu, les entrées et sorties d'entreprises sont relativement peu nombreuses en Autriche, tout comme les start-ups. Selon une étude récente sur les pratiques commerciales des entreprises anciennes et nouvelles dans un grand nombre de pays, les jeunes entreprises utilisent plus activement les applications TIC, adoptent des modèles économiques plus innovants et en tirent des avantages supplémentaires sur le plan des résultats. Les entreprises créées et conduites par des femmes sont en moyenne plus petites mais utilisent plus efficacement les outils numériques, ce qui tendrait à montrer que le handicap traditionnel de la taille pourrait être surmonté par les jeunes entreprises, mieux équipées que leurs aînées (*Future of Business Survey*, 2017). Il est impératif que l'Autriche favorise l'émergence d'une nouvelle vague de start-ups pour relancer la modernisation du secteur des entreprises. Les autorités ont d'ailleurs confirmé leur engagement à l'égard de cet objectif et à faire de l'Autriche « la championne des start-ups »).

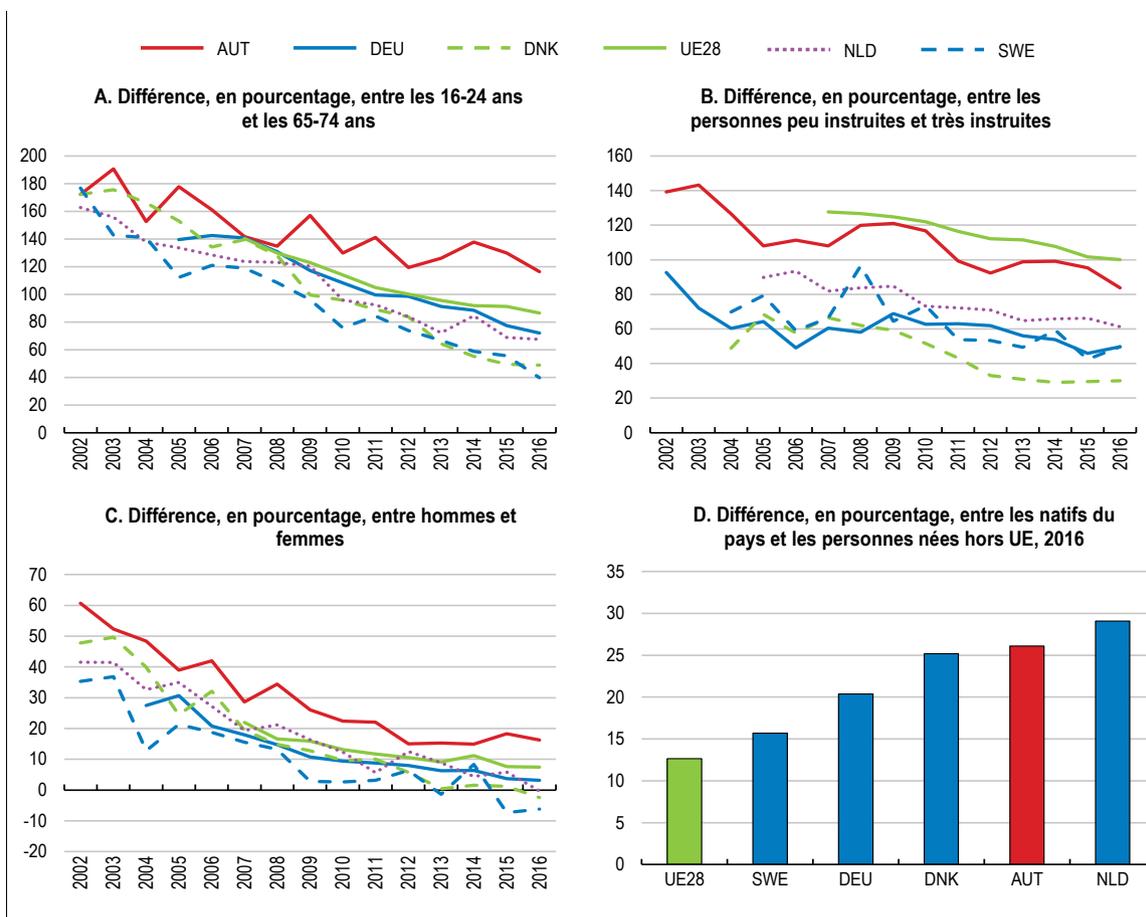
Le cadre de réglementation autrichien pourrait être amélioré sur plusieurs plans, comme le suggère un examen des cadres de réglementation des start-ups ([CFE/SME\(2016\)2/REV1/PART2](#)). L'infrastructure de financement des start-ups, notamment, demande encore à être développée. L'instauration de règles équitables pour tous sur le marché, notamment par le biais de mesures actives en faveur de la concurrence, permettrait aux nouvelles entreprises de croître et de concurrencer les entreprises en place. Cela est d'autant plus important que la transformation numérique crée des risques de fermeture, de collusion, voire de monopolisation sur plusieurs segments de marché. Par ailleurs, les innovations numériques ouvrent de nouvelles perspectives aux entrepreneurs dans tous les secteurs, en leur donnant accès à de plus vastes marchés, en facilitant les contacts avec des partenaires commerciaux éloignés, en réduisant les besoins d'investissements grâce à l'utilisation de l'informatique en nuage et en permettant la conception de nouveaux mécanismes de financement comme le financement participatif. De nouveaux progrès sur ces fronts aiderait l'Autriche à relancer la dynamique de ses entreprises (OECD, 2017 ; [DSTI/CDEP/GD\(2017\)2](#)).

Comme dans d'autres pays, tous les ménages n'adoptent pas les technologies numériques au même rythme. Ainsi, les jeunes Autrichiens ayant un niveau d'instruction élevé sont prompts à s'approprier les innovations numériques, et l'on ne constate guère de différences entre hommes et femmes à cet égard. En revanche, chez les personnes plus âgées, l'écart se creuse et dépend de caractéristiques comme le niveau d'instruction ou l'origine migratoire (graphique 24). Même si l'on peut considérer que l'utilisation limitée des technologies numériques par les particuliers relève du libre choix ou de préférences culturelles, les facteurs de divergence observés pourraient correspondre à un retard éducatif ou socio-économique. Des programmes de sensibilisation devraient donc être mis en œuvre à l'intention des catégories qui sont défavorisées à cet égard. La Feuille de route numérique comprend certaines initiatives en ce sens.

La confiance est primordiale pour réduire les coûts de transaction dans l'économie numérique et faciliter l'adoption des innovations. Cette confiance doit reposer sur trois éléments fondamentaux : cybersécurité, protection de la vie privée et protection du consommateur (OECD, 2016h). Comme dans d'autres pays de l'OCDE, la sécurité numérique constitue un enjeu stratégique, qu'il convient d'aborder selon l'approche préconisée dans la *Recommandation du Conseil de l'OCDE sur la gestion du risque de sécurité numérique pour la prospérité économique et sociale* (OECD, 2015d). Cette approche, qui repose sur une culture du dialogue et de la coopération entre les principales parties prenantes, est bien développée en Autriche. Les questions relatives à la protection de la vie privée devraient continuer d'être traitées selon les principes-cadres énoncés dans les *Lignes directrices de l'OCDE sur la protection de la vie privée*

(OECD, 2013b). De plus, les nouveaux enjeux de protection du consommateur qui se posent dans certaines activités telles que le commerce électronique, la banque en ligne et le suivi du parcours des internautes nécessitent des mesures spécifiques en complément des règles générales de protection du consommateur. L'organisme autrichien de protection du consommateur participe au Réseau international de contrôle et de protection des consommateurs (RICPC). Les lignes directrices en la matière ont récemment été révisées dans la *Recommandation du Conseil de l'OCDE sur la protection du consommateur dans le contexte du commerce électronique* (OECD, 2016i).

Graphique 24. Différences entre les catégories de population en ce qui concerne l'adoption des TIC : l'exemple du cybercommerce



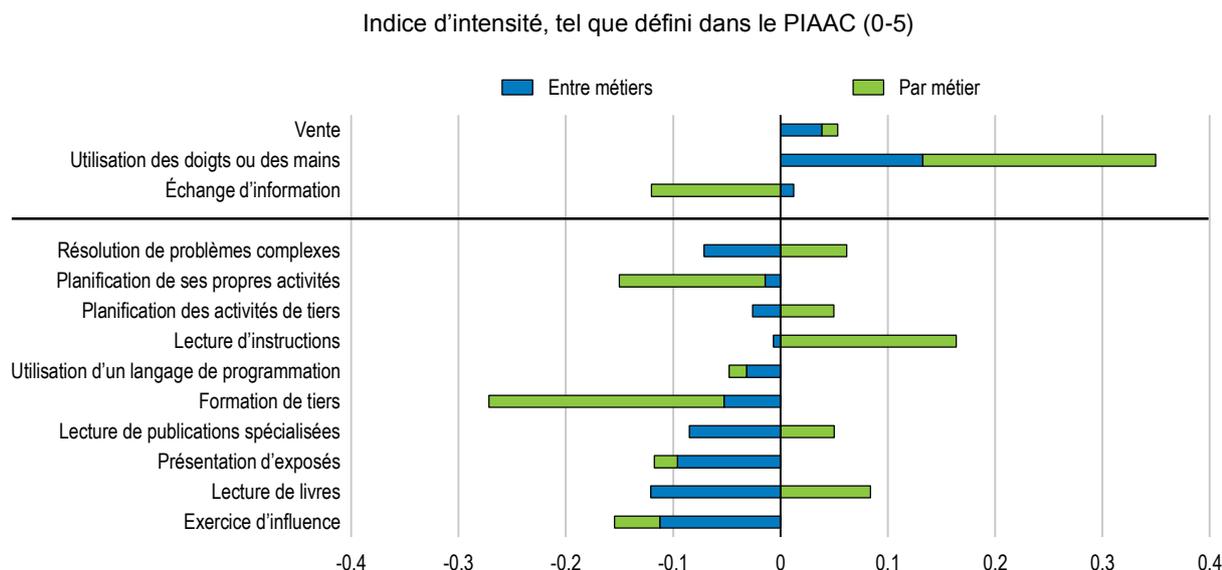
Source : calculs établis d'après des données d'Eurostat.

Gérer les effets de la transformation numérique sur le marché du travail et ses conséquences sociales

Le rythme du progrès technologique fait craindre un avenir dans lequel les possibilités d'emploi seront moins nombreuses, dès lors que les robots et les logiciels remplaceront les travailleurs humains. Les autorités sont conscientes de l'importance des transformations à venir et ont engagé plusieurs initiatives dans cette optique (voir la Feuille de route numérique, encadré 5). S'il est indéniable que ces technologies puissent avoir un effet perturbateur sur le marché du travail, l'effet net de la transformation numérique sur l'emploi total dépendra i) de la capacité des entreprises et des travailleurs à identifier et à entretenir les complémentarités homme-machine et ii) du gain de productivité et de la réduction des prix qu'induit l'absorption des nouvelles technologies, créant ainsi une nouvelle demande de biens et de services. Plus précisément, il est plus probable que les perturbations qui se feront sentir sur le marché du travail débouchent sur une modification de la structure des tâches rattachées aux professions que sur la disparition pure et simple de certaines d'entre elles (Autor, 2015).

Dans ce contexte, les tâches associées à l'intelligence sociale et créative sont complémentaires des technologies numériques et risquent donc moins d'être automatisées prochainement (Frey and Osborne, 2017). Les résultats du PIAAC tendent à montrer que la structure de l'emploi par profession de l'Autriche est fortement orientée vers les professions qui utilisent moins les compétences « exercice d'influence », « lecture de livres et de publications spécialisées », « présentation d'exposés » ou « résolution de problèmes complexes » (graphique 25), ce qui explique que le pays compte une part relativement importante d'emplois menacés d'automatisation (Arntz *et al.*, 2016). Cette constatation fait écho aux retards identifiés dans la transition vers le numérique et donne à penser que certains ajustements déjà réalisés dans d'autres pays restent peut-être à faire en Autriche. Pour préserver la cohésion sociale, les mesures en faveur de la dynamique des entreprises (voir plus haut) devraient se doubler de filets de sécurité adéquats et d'un système favorisant la recherche active d'emploi et la reconversion. Une réforme fiscale plus fondamentale visant à réorienter la fiscalité du travail vers la propriété, les nuisances environnementales et la consommation, tout en préservant le pouvoir d'achat des groupes à bas revenu, soutiendrait l'emploi et la cohésion sociale, et renforcerait la pérennité des institutions sociales et la durabilité de l'environnement.

Graphique 25. Différences dans l'utilisation des compétences au travail entre l'Autriche et les pays comparables



Note : Différences d'intensité des tâches entre l'Autriche et les pays comparables. Les différences « entre professions » désignent la contribution de la structure de l'emploi par profession à la différence globale (obtenue par le rééchantillonnage des professions en Autriche au moyen de poids d'échantillonnage moyens des pays comparables et le calcul de la différence entre les moyennes pondérées non rééchantillonnées et rééchantillonnées de l'intensité de l'ensemble des professions). Les différences « par profession » désignent la contribution des différences d'intensité par profession entre l'Autriche et les pays comparables (soit la somme des différences d'intensité des tâches pour chaque profession, pondérée par les parts d'emploi moyennes des pays comparables). Les pays comparables avec l'Autriche sont le Danemark, les Pays-Bas et la Suède. Les trois premières tâches sont exposées à une augmentation sensible des risques d'automatisation, tandis que les autres constituent des obstacles à l'automatisation (voir Arntz *et al.*, 2016).

Source : Calculs établis d'après Évaluation des compétences des adultes, PIAAC (2012, 2015).

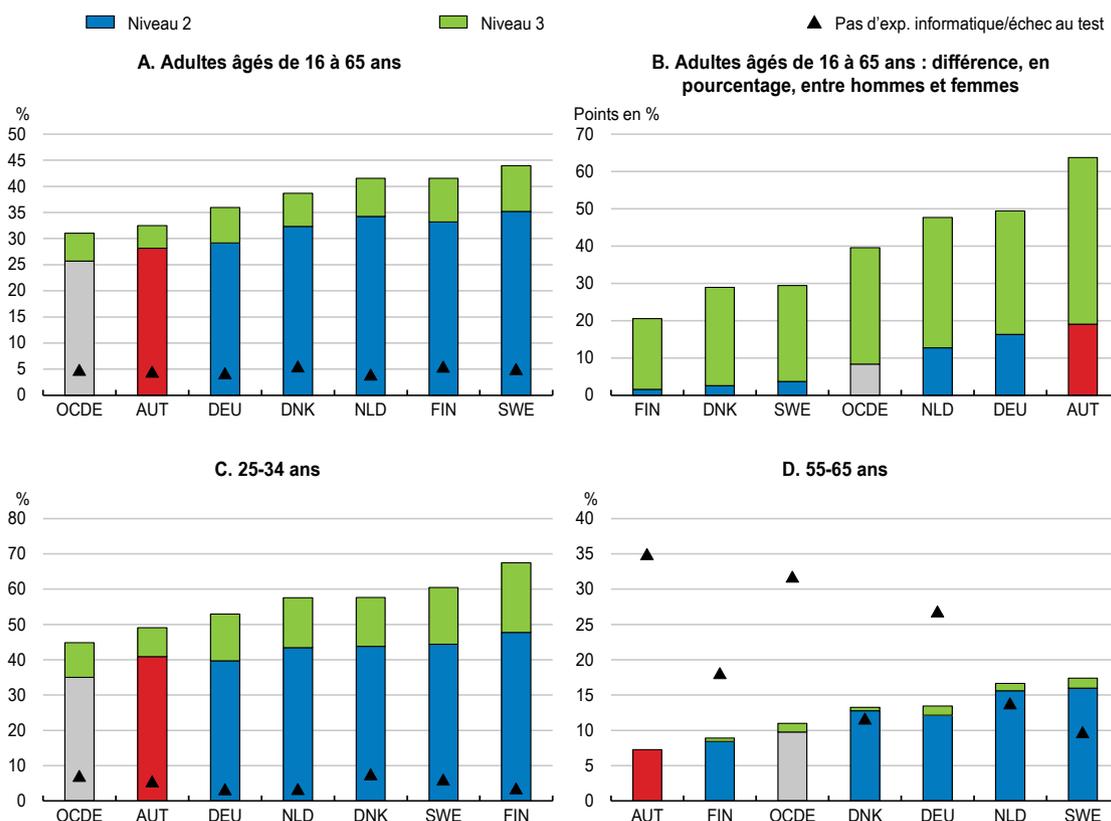
Le numérique transforme également les relations de travail, avec l'apparition de nouvelles formes de travail qui gommant les différences traditionnelles entre employeurs et employés. L'« économie à la demande » met en relation, par le biais de plateformes, les travailleurs participatifs avec leurs clients (consommateurs et entreprises). Les participants au marché bénéficient ainsi notamment d'une plus grande flexibilité, d'un accès à des marchés plus vastes et d'une adéquation plus étroite de l'offre et de la demande. Toutefois, le droit du travail et les institutions sociales, dans leur version actuelle, demandent à être adaptés afin que les entreprises et les plateformes ne soient pas indûment avantagés en raison d'une

asymétrie du pouvoir de négociation, d'un manque de protection sociale et de conditions de travail précaires. Les autorités devraient engager avec les plateformes un dialogue social pour garantir des normes minimums, comme la portabilité de l'évaluation des travailleurs participatifs, et des garde-fous contre la discrimination. Enfin, des politiques judicieuses sont nécessaires pour réduire le risque de sous-investissement dans les compétences, car les nouvelles formes de travail ont souvent pour effet de transférer des entreprises vers les particuliers et le secteur public la charge de l'amélioration des qualifications ou de la reconversion.

La pénétration des outils numériques dans la vie professionnelle modifie en profondeur les compétences requises pour un large éventail de professions. C'est pourquoi le PIAAC a ajouté l'item « résolution de problèmes dans un environnement à forte composante technologique » à la liste des compétences de base à évaluer. Les résultats indiquent que seulement 32 % des Autrichiens sont capables de résoudre des problèmes qui nécessitent l'utilisation d'applications technologiques génériques et plus spécifiques, contre 40 % des habitants des pays comparables (graphique 26). D'autres données de l'OCDE

Graphique 26. Les compétences numériques de la population adulte sont moindres que dans les pays comparables

Pourcentage d'adultes s'étant classés au niveau 2 ou 3 en résolution de problèmes numériques ou n'ayant aucune expérience informatique, 2015



Source : OCDE (2016), L'importance des compétences : nouveaux résultats de l'évaluation des compétences des adultes.

tendent à montrer que les retards en compétences numériques peuvent trouver en partie leur origine dans le système scolaire autrichien. En effet, les valeurs relevées pour les scores de compréhension de l'écrit numérique et les compétences de navigation ciblée sont nettement inférieures à celles des pays comparables et situent l'Autriche dans le bas du classement des pays de l'OCDE (PISA, 2012). Il conviendrait de revoir l'approche pédagogique à l'aune des meilleures pratiques internationales, en privilégiant davantage la collaboration et l'évaluation par les pairs afin d'améliorer et de professionnaliser

les pratiques pédagogiques et de bénéficier d'un retour d'information extérieur (Nusche *et al.*, 2016). Le renforcement prévu de l'autonomie des écoles, s'il va de pair avec une transparence effective, peut jouer ici un rôle important. Des formules de financement élaborées, fondées sur les besoins, pourraient contribuer à réduire les inégalités entre les écoles. Enfin, la formation au numérique devrait commencer dès l'enseignement préélémentaire, par exemple dans le cadre d'approches ludiques du codage et d'une sensibilisation à la prudence dans l'utilisation des appareils numériques.

Compte tenu de l'évolution rapide des besoins du marché du travail, il est primordial de veiller à la réactivité du système éducatif et de promouvoir des environnements de travail qui soient propres à concilier le travail avec la nécessité de la formation tout au long de la vie. L'Autriche devrait à cet égard miser sur son système bien connu d'enseignement et de formation professionnels (EFP) et moderniser ses systèmes de formation en alternance afin d'en préserver l'attractivité pour les employeurs et les apprentis. Les mesures annoncées par le gouvernement au printemps 2017 vont dans ce sens, notamment les subventions pour la formation linguistique à l'étranger. Les analyses coûts-avantages indiquent que les incitations financières à l'intention des entreprises varient considérablement selon les professions. Les régimes de subventions et les durées de formation devraient répondre avec souplesse aux décalages entre l'offre et la demande afin d'éviter les gains imprévus et d'encourager les entreprises à s'engager dans des domaines où la productivité des apprentis n'augmente que lentement sur la durée de l'apprentissage (Mühlemann, 2016 ; Kis, 2016 ; Kuczera, 2017).

Pour continuer d'attirer les étudiants et répondre à la demande croissante de flexibilité et d'adaptation, les programmes EFP devraient viser à fournir des compétences qui dépassent le cadre d'une profession précise et offrir de meilleures passerelles vers l'enseignement supérieur. À cet égard, il conviendrait de développer encore le système d'apprentissage par modules et les établissements d'EFP. La modification prévue des structures de tâches et d'emploi par profession renforce la nécessité de bien évaluer et anticiper les compétences ainsi que d'une mise à niveau permanente. En misant sur le solide socle de partenariats sociaux du pays, les autorités pourraient envisager d'instaurer un système généralisé d'incitation à l'apprentissage tout au long de la vie qui serait basé sur des subventions, à l'image du programme *SkillsFuture* mis en place à Singapour.

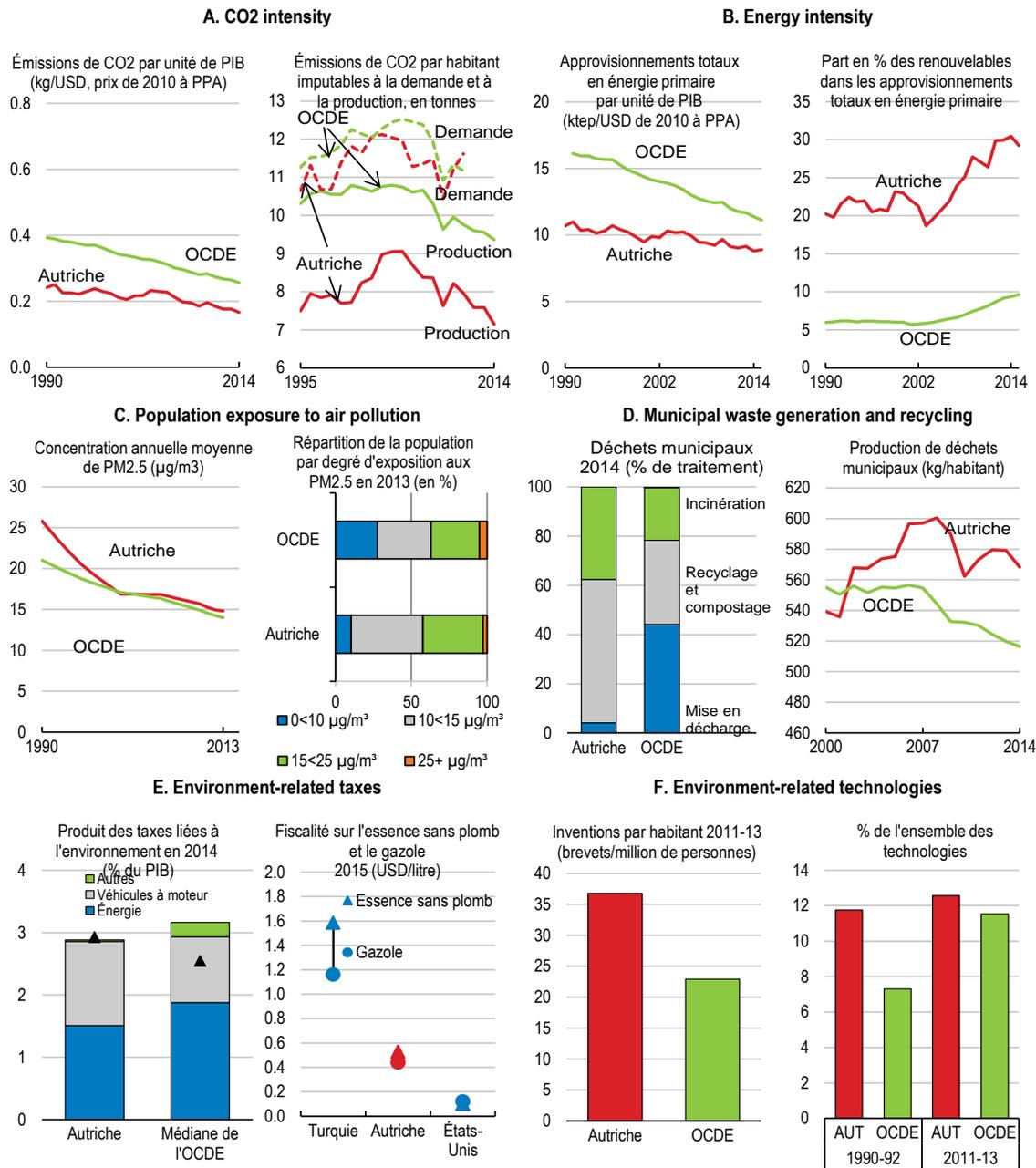
Les défis de la croissance verte

L'économie autrichienne est moins consommatrice d'énergie que la moyenne des pays de l'OCDE et son mix énergétique fait une place beaucoup plus importante aux énergies renouvelables (graphique 27), dont la part s'est envolée ces dix dernières années, pour atteindre 29 % des approvisionnements totaux en énergie primaire (ATEP) en 2015. Cette augmentation est principalement attribuable à l'utilisation de biocombustibles et à la valorisation thermique et énergétique des déchets, qui représentent maintenant 19 % des ATEP, soit près du double de leur part en 2000. Le reste est essentiellement d'origine hydraulique. La contribution de l'éolien et du solaire a été multipliée par dix depuis 2000, mais ne représente encore que 2 % des ATEP. Cependant, si l'on tient compte de l'estimation des émissions de CO₂ incorporées dans les exportations et les importations, les émissions de CO₂ par habitant implicites dans la structure de la demande finale de l'Autriche sont voisines de la moyenne OCDE.

L'Autriche n'applique pas de taxe carbone explicite, mais les prix du carbone que paient les utilisateurs d'énergie prennent en compte les taxes spécifiques sur l'utilisation de l'énergie et le système d'échange de quotas d'émission de l'UE. Seulement 57 % des émissions de CO₂ liées à la consommation d'énergie (hors consommation routière) faisaient l'objet d'une tarification en 2012, et seulement 26 % avaient un prix supérieur à 30 EUR par tonne de CO₂, autrement dit supérieur à une estimation prudente de leur coût climatique (OECD, 2016c). Les variations entre secteurs sont importantes et se traduisent par des signaux de prix contrastés. Les autorités devraient élargir l'application de taxes liées à l'environnement au-delà des transports et des secteurs énergétiques afin de diffuser des signaux de prix du carbone cohérents dans l'ensemble de l'économie.

Il est également possible de hausser les taux d'imposition des carburants fossiles. Les taux applicables à l'essence et au gazole sont en effet plus bas que dans beaucoup de pays voisins, ce qui encourage les automobilistes des pays voisins et les transporteurs routiers (car l'Autriche est traversée par de nombreuses routes internationales) à faire le plein en Autriche. Ce « tourisme à la pompe » contribue pour environ un tiers aux émissions de GES liées aux transports sur le territoire autrichien, ainsi qu'à une aggravation de la pollution atmosphérique en raison du trafic supplémentaire qu'il suppose. Bien que la qualité de l'air se soit généralement améliorée, les émissions d'oxyde d'azote demeurent supérieures à la limite nationale. Le transport routier en est la principale source, ce qui s'explique dans une large mesure par l'importance de la part du diesel dans l'ensemble du parc automobile.

Graphique 27. Indicateurs de la croissance verte : Autriche



Source : OCDE (2017), Indicateurs de croissance verte (base de données).

L'Autriche a accompli certains progrès dans la réforme des mesures de soutien en faveur des carburants fossiles. Elle a par exemple supprimé progressivement en 2013 une réduction du droit d'accise sur le gazole dont bénéficiaient les agriculteurs (OECD, 2015b). Toutefois, un certain nombre d'incitations médiocres demeurent, notamment un système de remboursement de la taxe pour les consommateurs industriels d'énergie, ce qui peut affaiblir les incitations à l'efficacité énergétique (OECD, 2016b). Des incitations fiscales applicables aux véhicules de société et aux coûts des déplacements domicile-travail, qui sont susceptibles d'encourager l'utilisation de la voiture particulière, les longs trajets en automobile et l'étalement urbain, l'augmentation des émissions de GES et des polluants atmosphériques locaux, du bruit, de la congestion et des risques d'accident. La réforme fiscale de 2016 a réduit de façon marginale la subvention fiscale implicite aux véhicules de société très polluants, bien que ce soit à partir d'un des niveaux les plus élevés d'Europe (EC, 2010).

BIBLIOGRAPHIE

- ABA (2017), *Incentives for Start-ups in Austria*, <https://investinaustria.at/en/startups/funding.php>
- Adalet McGowan, M., D. Andrews and V. Millot (2017), “The walking dead? Zombie firms and productivity performance in OECD countries”, *OECD Economics Department Working Papers*, No. 1372, OECD Publishing, Paris.
- Aiyar, S., A. Al-Eyd, B. Barkbu and A. Jobst (2015), “Revitalising securitisation for small and medium-sized enterprises in Europe”, *IMF Staff Discussion Note*, No. 7.
- Andrews D. and C. Criscuolo (2013) “Knowledge-based capital, innovation and resource allocation”, *OECD Economic Policy Papers*, No. 4, OECD Publishing, Paris.
- Andrews, D., C. Criscuolo and P. Gal (2016), “The global productivity slowdown, technology divergence and public policy: A firm level perspective”, *OECD Productivity Working Papers*, No. 5.
- Arnold J, B. Brys, Ch. Heady, A. Johansson, C. Schweltnus, L. Vartia (2011), “Tax policy for economic recovery and growth”, *The Economic Journal*, No. 550.
- Arntz, M., T. Gregory and U. Zierahn (2016), “The risk of automation for jobs in OECD countries: A comparative analysis”, *OECD Social, Employment and Migration Working Papers*, No. 189, OECD Publishing, Paris.
- Austrian Research and Technology Report (2016), *Report under Section 8 (1) of the Research Organisation Act*, Federal Ministry of Science, Research and Economy (BMWF), Vienna.
- Autor, D. (2015), “Why are there still so many jobs? The history and future of workplace automation”, *Journal of Economic Perspectives*, Vol. 29, No. 3, pp. 3-30.
- Benkovskis, K. and J. Wörz (2014), “What drives the market share changes: Price vs. non-price factors?”, *ECB Working Paper*, No. 1640.
- Brys, B. et al. (2016), “Tax design for inclusive economic growth”, *OECD Taxation Working Papers*, No. 26, OECD Publishing, Paris.
- Cambridge Center for Alternative Finance (2016), *Sustaining Momentum*, Cambridge, United Kingdom.
- Calvino, F., C. Criscuolo and C. Menon (2015), “Cross-country evidence on start-up dynamics”, *OECD Science, Technology and Industry Working Papers*, 2015/06, OECD Publishing, Paris.
- Cournède, B., O. Denk and P. Garda (2016), “Effects of flexibility-enhancing reforms on employment transitions”, *OECD Economics Department Working Papers*, No. 1348, OECD Publishing, Paris.
- DeStefano, T. and K. De Backer (2017) “Determinants of digital technology use by companies” *OECD Science, Technology and Industry Policy Papers* (forthcoming), OECD Publishing, Paris.
- Dutu, R. and P. Sicari (2016), “Public spending efficiency in the OECD: benchmarking health care, education and general administration”, *OECD Economics Department Working Papers*, No. 1278, OECD Publishing, Paris.
- EC (2010), “Company car taxation”, edited by Copenhagen Economics upon commission from the Directorate General Taxation and Customs Union (DG TAXUD), European Commission.
- EC (2013), *Communication from the Commission to the Council, the European Parliament, the European Economic and Social Committee and the Committee of the Regions - a Clean Air Programme for Europe*, SWD(2013)531, Brussels.
- EC (2015), “The 2015 Ageing Report”, *European Economies Series*, Nr.3/2015, European Commission.

- Égert, B. and P. Gal (2017), “The quantification of structural reforms in OECD countries: A new framework”, *OECD Economics Department Working Papers*, No. 1354, OECD Publishing, Paris.
- Égert, B. and I. Wanner (2016), “Regulations in services sectors and their impact on downstream industries: The OECD 2013 Regimpact Indicator”, *OECD Economics Department Working Papers*, No. 1303, OECD Publishing, Paris.
- European Investment Bank (2017), *EIB Group Survey on Investment and Investment Finance Country Overview: Surveying Corporate Investment Activities, Needs and Financing in the EU*.
- Eurostat (2017a), *Government finance statistics: What is the extent of contingent liabilities and nonperforming loans in the EU Member States?*, News release.
- Eurostat (2017b), Survival rates of enterprises, 2014, [http://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php/File:One,_three_and_five-year_survival_rates_of_enterprises,_business_economy,_2014_\(%25\).png](http://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php/File:One,_three_and_five-year_survival_rates_of_enterprises,_business_economy,_2014_(%25).png)
- Eurostat (2017c), Material deprivation statistics, http://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php/Material_deprivation_statistics_-_early_results
- Fiskalrat (2016), *Austria's Fiscal Stance 2015 to 2017 and Key Results of the Austrian Fiscal Advisory Council's 2016 Report on Public Finances*, Austrian Fiscal Council, Vienna.
- Fischer, K., R. Gönenç and R. Price (2011), “Austria: Public sector inefficiencies have become less affordable”, *OECD Economics Department Working Papers*, No. 897, OECD Publishing, Paris.
- FMSB (2016), “Advice on the establishment of a legal basis for additional macroprudential instruments”, Financial Market Stability Board, Vienna (<https://www.fmsg.at/en/publications/warnings-and-recommendations/2016/advice-2-2016.html>)
- Frey, C.B. and M. A. Osborne (2017), “The future of employment: how susceptible are jobs to computerisation?”, *Technological Forecasting and Social Change*, Vol. 114, pp. 254-280.
- Future of Business Survey (2016), *Future of Business* (an interactive website), OECD, World Bank and Facebook.
- Institute for Technology Assessment (2016), *The Future of Labour in the Digital Area*, Austrian Academy of Sciences, European Parliamentary Technology Assessment Network, Vienna.
- IMF (2017), *2016 Article IV consultation with Austria: Selected issues*. International Monetary Fund, Country report no. 17/27, Washington DC.
- Kis, V. (2016), “Work, train, win: work-based learning design and management for productivity gains”, *OECD Education Working Papers*, No. 135, OECD Publishing, Paris.
- Köppl, A. and M. Schratzenstaller (2015a), “The Austrian tax system: Status quo”, *WIFO Monthly Bulletin*, No. 5, Vienna.
- Köppl, A. and M. Schratzenstaller (2015b), “The Austrian tax system: Perspectives for reform”, *WIFO Monthly Bulletin*, No. 6, Vienna.
- Kuczera, M. (2017), “Striking the right balance: Costs and benefits of apprenticeship”, *OECD Education Working Papers*, No. 153, OECD Publishing, Paris.
- Mühlemann, S. (2016), “The Cost and Benefits of Work-based Learning”, *OECD Education Working Papers*, No. 143, OECD Publishing, Paris.
- Nusche, D. et al. (2016), *OECD Reviews of School Resources: Austria 2016*, OECD Publishing, Paris.
- OECD (2007), *Economic Survey of Austria*, OECD Publishing, Paris
- OECD (2011), *Economic Survey of Austria*, OECD Publishing, Paris.

OECD (2013a), *Economic Survey of Austria*, OECD Publishing, Paris.

OECD (2013b), *OECD Privacy Guidelines*, in OECD Privacy Framework, OECD Publishing, Paris.

OECD (2014), *Recruiting Immigrant Workers: Austria 2014*, OECD Publishing, Paris.

OECD (2015a), *Economic Survey of Austria*, OECD Publishing, Paris.

OECD (2015b), *OECD Companion to the Inventory of Support Measures for Fossil Fuels 2015*, OECD Publishing, Paris.

OECD (2015c), *OECD Science, Technology and Industry Scoreboard 2015: Innovation for Growth and Society*, OECD Publishing, Paris.

OECD (2015d), *Recommendation of the Council on Digital Security Risk Management for Economic and Social Prosperity (C(2015)115)*, Paris

OECD (2016a), *OECD Compendium of Productivity Indicators 2016*, OECD Publishing, Paris.

OECD (2016b), *Entrepreneurship at a Glance 2016*, OECD Publishing, Paris.

OECD (2016c), *Effective Carbon Rates: Pricing CO2 through Taxes and Emissions Trading Systems*, OECD Publishing, Paris.

OECD (2016d), *Economic Outlook No. 99*, OECD Publishing, Paris.

OECD (2016e), *Economic Outlook No. 100*, November, OECD Publishing, Paris.

OECD (2016f), *Society at a Glance 2016: How does Austria compare?*, OECD Publishing, Paris.

OECD (2016g), *Working Together: Skills and Labour Market Integration of Immigrants and their Children in Sweden*, OECD Publishing, Paris.

OECD (2016h), *Stimulating Digital Innovation for Growth and Inclusiveness*, OECD Publishing, Paris.

OECD (2016i), *Recommendation of the Council on Consumer Protection for E-commerce*, OECD Publishing, Paris.

OECD (2016j), *Financing SMEs and Entrepreneurs: An OECD Scoreboard*, OECD Publishing, Paris.

OECD (2017a), *Benefits and Wages: Statistics*, <http://www.oecd.org/els/benefits-and-wages-statistics.htm>

OECD (2017b), *Key Issues for Digital Transformation in the G 20*, Report for a joint G20 German Presidency/OECD conference, Berlin, OECD Publishing.

OeNB (2016), *Financial Stability Report*, No. 32, Austrian National Bank, Vienna.

OeNB (2017), *Facts on Austria and its Banks*, Austrian National Bank, Vienna.

Ollivaud, P., Y. Guillemette and D. Turner (2016), “Links between weak investment and the slowdown in productivity and potential output growth across the OECD”, *OECD Economics Department Working Papers*, No. 1304, OECD Publishing, Paris.

Ritzberger-Grünwald, D., A. Stiglbauer and W. Waschiczek (2016), “Banking employment in Austria”, in *Financial Stability Report No.32*, Österreichische Nationalbank, Vienna.

Peneder, M., J. Bock-Schappelwein, M. Firgo, O. Fritz, G. Streicher (2016), *Österreich im Wandel der Digitalisierung (Austria in the Process of Digitalisation)*, WIFO, Austrian Institute of Economic Research, Vienna.

- Schich, S. and B. Kim (2012), “Developments in the value of implicit guarantees for bank debt: The role of resolution regimes and practices”, *Financial Market Trends*, OECD Publishing, Paris.
- Schich, S., M. Bijlsma and R. Mocking (2014), “Improving the monitoring of the value of implicit guarantees for bank debt”, *Financial Market Trends*, OECD Publishing, Paris.
- Schitter, C., M. Silgoner, K. Steiner and J. Wörz (2012), “Fishing in the same pool: Export strengths and competitiveness of China and CESEE at the EU-15 Market”, *FIW Working Paper*, May.
- SORA (2016a), *Elections of the Federal President of the Republic of Austria 2016: 1st ballot*, Survey results, Institute for Social Research and Consulting, Vienna.
- SORA (2016b), *Elections of the Federal President of the Republic of Austria 2016: 2nd ballot*, Survey results, Institute for Social Research and Consulting, Vienna.
- Winter-Ebner, R. (2016), “Long-term effects of unemployment: What can we learn from plant-closure studies?”, in *Long-Term Unemployment After the Great Recession: Causes and Remedies* (edited by S. Bentolila and M. Jensen), CEPR Vox e-book.

ANNEXE

Progrès des réformes structurelles

Cette annexe recense les principales recommandations formulées dans les précédentes Études économiques et dans les Examens des performances environnementales, ainsi que les mesures prises depuis l'Étude économique de l'Autriche publiée en juillet 2015.

ANNEXE : PROGRÈS DES RÉFORMES STRUCTURELLES

Promouvoir la croissance

<i>Recommandations antérieures</i>	<i>Mesures prises</i>
Réduire encore le coin fiscal sur le travail des bas revenus en exonérant, en tout ou partie, les revenus de cette catégorie de salariés des cotisations de sécurité sociale, en finançant celles-ci par un élargissement de la base d'imposition et une majoration des taxes sur la consommation et l'environnement et des taxes sur les biens immobiliers (EE, OC).	En complément aux mesures prises dans le cadre de la réforme fiscale entrée en application en 2016, abaissant le taux appliqué à la tranche d'imposition la plus basse, la fiscalité sur les salaires sera réduite progressivement sur la période 2016-2018 : la contribution de l'employeur au Fonds de péréquation des charges familiales est réduite de 0.4 point de pourcentage en 2017 et encore de 0.2 point de pourcentage en 2018. Les entreprises qui emploient plus de travailleurs âgés que la moyenne de leur secteur sont admissibles à une réduction supplémentaire de 0.1 point de pourcentage en 2018.
Aligner l'âge légal de la retraite des femmes sur celui des hommes. Supprimer l'ensemble des dernières aides à la retraite anticipée. Durcir les conditions d'attribution des pensions d'invalidité, y compris pour les personnes âgées de plus de 50 ans, et aider les travailleurs en invalidité partielle à faire un meilleur usage de leur capacité de travail résiduelle. Prendre en compte l'évolution de l'espérance de vie plus directement dans les paramètres du régime de retraite (OC).	Aucune mesure n'a été prise (conformément à la loi de 1992, l'âge légal de la retraite sera repoussé de six mois chaque année à compter de 2024, ce qui permettra d'atteindre l'objectif fixé à l'horizon 2033).
Réduire les obstacles à la concurrence dans les services, en allégeant la réglementation d'accès au marché, en levant les restrictions imposées aux participations au capital et aux droits de vote des investisseurs étrangers et en renforçant les pouvoirs d'enquête des autorités de la concurrence (EE, OC).	En juillet 2016 est entrée en vigueur la loi sur la reconnaissance et l'évaluation (AuBG), qui facilite et harmonise les procédures de reconnaissance et d'évaluation des qualifications professionnelles obtenues à l'étranger. Une modification récente du droit de la concurrence a étendu les pouvoirs de contrôle de l'Autorité nationale de la concurrence (concernant les données électroniques, notamment stockées sur des serveurs externes ou dans un nuage). Le budget 2017 de l'Autorité de la concurrence a été augmenté de 2 millions EUR.
Faire que les écoles et les filières éducatives soient plus ouvertes à tous. Encourager la socialisation précoce ainsi que le développement linguistique et cognitif des enfants issus de milieux défavorisés afin d'améliorer la mobilité intergénérationnelle dans l'éducation (EE).	Pour faciliter la transition de la maternelle à l'école primaire, le Parlement a adopté en 2016 des dispositions prévoyant l'échange de données sur les besoins éducatifs entre les établissements concernés (« Bildungskompass »). Depuis 2016, des sessions d'information et de conseil concernant les garderies sont obligatoires pour les parents et les enfants, lorsque ces derniers ne sont pas inscrits en école maternelle. De 2016 à 2018, des financements additionnels importants sont alloués pour augmenter les effectifs d'enseignants, de travailleurs sociaux et de psychologues scolaires afin de promouvoir l'apprentissage linguistique et l'intégration des réfugiés à l'école, et de proposer des cours spécifiques pour les adultes. Les initiatives « Territoires modèles d'inclusion » lancées dans trois <i>Länder</i> (Styrie, Carinthie, Tyrol) mettent l'accent sur l'inclusion dans le système scolaire des enfants qui présentent des besoins éducatifs spéciaux. En 2017, une stratégie nationale destinée à améliorer la dimension sociale et l'inclusion dans l'enseignement supérieur a été lancée.
Encourager les fusions entre communes pour exploiter les économies d'échelle. Aligner les prérogatives en matière de dépenses et de financement aux différents échelons de l'administration en conférant plus d'autonomie fiscale aux échelons infranationaux (EE).	La coopération entre communes est inscrite dans la loi de péréquation budgétaire de 2017. L'autonomie fiscale permettant percevoir la contribution au Fonds d'aide au logement (<i>Wohnbauförderungs-beitrag</i> , soit actuellement 1 % de la masse salariale) est transférée de l'administration fédérale aux <i>Länder</i> à compter de 2018.
Permettre aux universités de rétablir les droits de scolarité afin de financer des améliorations de la qualité de l'enseignement supérieur. Ces droits devraient s'accompagner d'un système intégré de bourses et de prêts étudiants remboursables en fonction des revenus futurs pour éviter toute ségrégation socioéconomique (OC).	Aucune mesure n'a été prise.

Note : EE = Étude économique de l'Autriche, 2015 ; OC : Objectif croissance 2017.

Favoriser l'égalité hommes-femmes

<i>Recommandations antérieures</i>	<i>Mesures prises</i>
Stimuler les investissements dans les structures d'accueil des jeunes enfants de grande qualité. Améliorer l'accès aux établissements scolaires et aux centres d'accueil à temps complet. Envisager d'instaurer un droit d'accès à ces services en vertu de la loi (EE, OC).	'La « loi relative aux investissements pour l'éducation » adoptée en janvier 2017 consacrera 750 millions EUR supplémentaires pour développer l'enseignement à temps complet jusqu'en 2025. Pour la période 2014-17, le gouvernement fédéral a augmenté de manière significative les dotations affectées versées aux <i>Länder</i> pour financer les services de garde d'enfants.
Réduire l'imposition implicite du passage d'un emploi marginal ou à temps partiel à un emploi à temps plein et remplacer la déduction fiscale applicable aux ménages à un seul apporteur de revenu par des transferts ciblés sur les familles démunies (EE, OC).	Aucune mesure n'a été prise depuis la réforme fiscale de 2015/16.
Transformer l'allocation de garde d'enfants et le congé parental en un compte unique d'éducation qui permet aux parents de répartir librement dans le temps leur absence du travail. Réserver une part importante de ce compte (33 % au minimum) à l'usage exclusif des pères de famille (EE).	Depuis mars 2017, les familles peuvent bénéficier du nouveau mécanisme d'allocations forfaitaires de garde d'enfants de manière souple, sur une durée comprise entre 456 et 1063 jours. La fraction réservée exclusivement aux pères a été portée à 20 % (contre 16.5 % précédemment). Les parents qui demandent à bénéficier de l'allocation en répartissant entre eux de manière égale ou quasi égale la période couverte (à savoir, selon un ratio allant de 50/50 à 60/40), perçoivent chacun un versement ponctuel de 500 EUR au titre de la « prime conjoint ». Les pères actifs qui prennent un congé de paternité immédiatement après la naissance de l'enfant reçoivent une indemnité (d'environ 700 EUR) appelée « prime pour congé familial ».
Sensibiliser l'opinion en informant davantage sur les innovations dans les choix d'études des élèves filles et garçons, le retour anticipé des mères de famille au travail à temps plein et la participation des pères à la garde et aux tâches ménagères (EE).	Plusieurs initiatives ont été prises pour limiter les stéréotypes sexués dans les choix d'études. Par exemple, la possibilité de choisir entre différents types de cours d'artisanat a été supprimée afin d'éviter la reproduction de stéréotypes. Le nouveau droit à un congé paternité (cf. ci-dessus) est susceptible de changer les mentalités dans le sens d'un partage plus équitable des responsabilités en matière de garde. La campagne baptisée « Du temps pour votre enfant » et la brochure correspondante ont été conçues pour attirer l'attention des pères sur ce sujet et les sensibiliser au congé parental.
Élaborer une vaste base de données sur les transferts sociaux ou une enquête par panel exhaustive pour évaluer l'impact d'autres dispositifs de politique familiale sur l'offre de main-d'œuvre, le recours aux structures d'accueil des jeunes enfants et leur coût net pour le budget, et ajuster les trais de mesures en fonction de ces informations (EE).	Aucune mesure n'a été prise.

Note : EE = Étude économique de l'Autriche, 2015 ; OC : Objectif croissance 2017.

ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES

L'OCDE est un forum unique en son genre où les gouvernements oeuvrent ensemble pour relever les défis économiques, sociaux et environnementaux que pose la mondialisation. L'OCDE est aussi à l'avant-garde des efforts entrepris pour comprendre les évolutions du monde actuel et les préoccupations qu'elles font naître. Elle aide les gouvernements à faire face à des situations nouvelles en examinant des thèmes tels que le gouvernement d'entreprise, l'économie de l'information et les défis posés par le vieillissement de la population. L'Organisation offre aux gouvernements un cadre leur permettant de comparer leurs expériences en matière de politiques, de chercher des réponses à des problèmes communs, d'identifier les bonnes pratiques et de travailler à la coordination des politiques nationales et internationales.

Les pays membres de l'OCDE sont : l'Allemagne, l'Australie, l'Autriche, la Belgique, le Canada, le Chili, la Corée, le Danemark, l'Espagne, l'Estonie, les États-Unis, la Finlande, la France, la Grèce, la Hongrie, l'Irlande, l'Islande, Israël, l'Italie, le Japon, la Lettonie, la Lituanie, le Luxembourg, le Mexique, la Norvège, la Nouvelle-Zélande, les Pays-Bas, la Pologne, le Portugal, la République slovaque, la République tchèque, le Royaume-Uni, la Slovénie, la Suède, la Suisse et la Turquie. La Commission européenne participe aux travaux de l'OCDE.

Les Éditions OCDE assurent une large diffusion aux travaux de l'Organisation. Ces derniers comprennent les résultats de l'activité de collecte de statistiques, les travaux de recherche menés sur des questions économiques, sociales et environnementales, ainsi que les conventions, les principes directeurs et les modèles développés par les pays membres.

Études économiques de l'OCDE

AUTRICHE 2017 (VERSION ABRÉGÉE)

Après plusieurs années de croissance en demi-teinte, les résultats économiques se sont accélérés en 2016, sous l'effet d'une réforme fiscale qui est entrée en vigueur en 2015-16, et plus récemment d'un redressement des échanges internationaux. La reprise s'est traduite par une amélioration des soldes budgétaires et le ratio de la dette publique a rejoint une trajectoire descendante. L'embellie de la situation macroéconomique a provoqué un regain de confiance des entreprises et des ménages et les perspectives à court terme sont favorables.

Veillez consulter cet ouvrage en ligne : <https://doi.org/10.1787/6848d836-fr>.

Cet ouvrage est publié sur OECD iLibrary, la bibliothèque en ligne de l'OCDE, qui regroupe tous les livres, périodiques et bases de données statistiques de l'Organisation.

Rendez-vous sur le site www.oecd-ilibrary.org pour plus d'informations.

Volume 2017/Supplément 1
Juillet 2017



ISSN 0304-3363
ABONNEMENT 2017
(18 NUMÉROS)

ISBN 978-92-64-87924-9



9 789264 879249

éditionsOCDE
www.oecd.org/editions